



COLEACP:
40 ANNÉES AU SERVICE
DU DÉVELOPPEMENT

Rapport annuel 2013



COLEACP



COLEACP

**Activités du COLEACP
depuis 15 ans
Impact et résultats en
quelques chiffres clés**

50

pays ACP dans lesquels le
COLEACP intervient

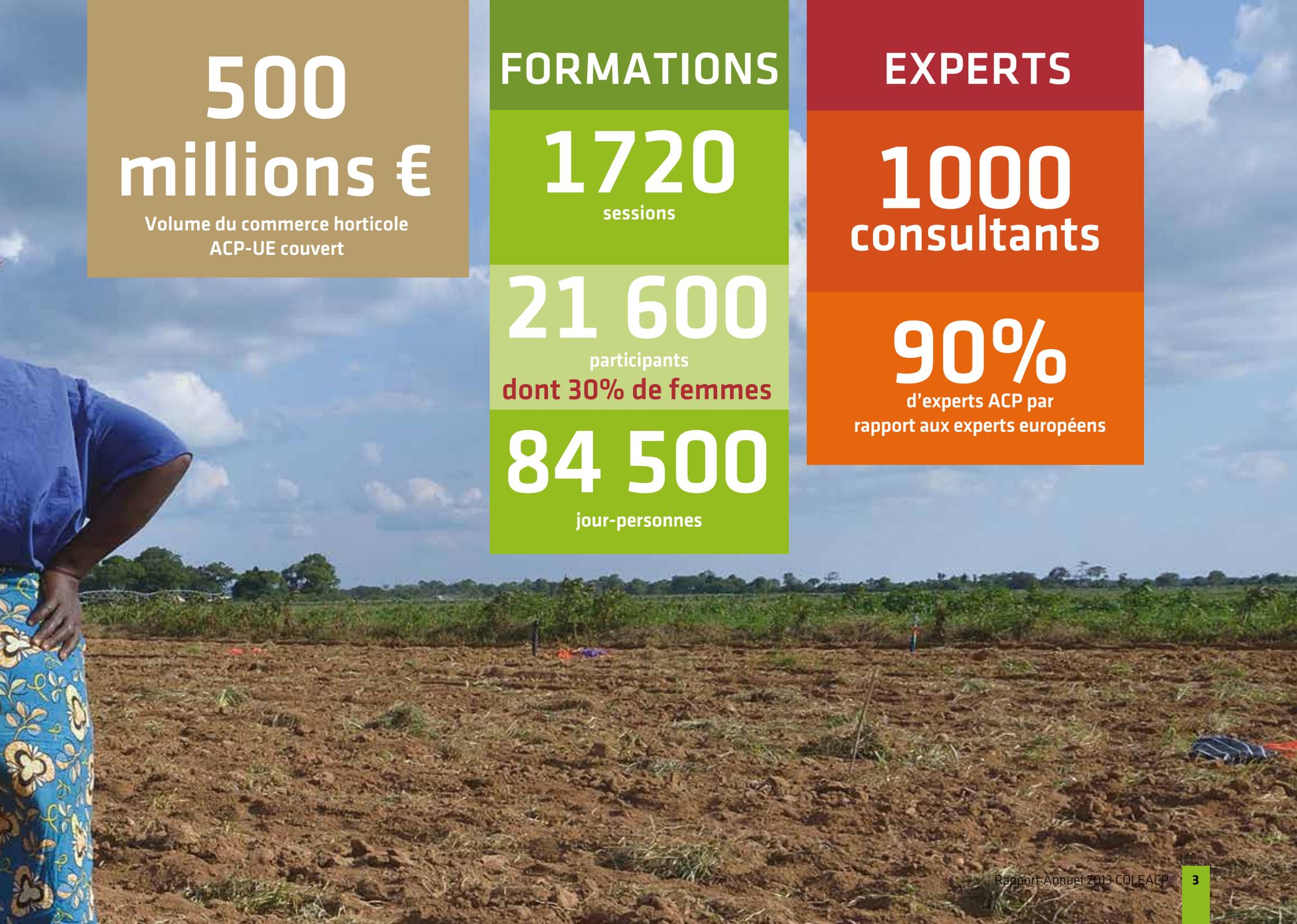
1500

projets d'appui

8000

actions d'appui





500
millions €

Volume du commerce horticole
ACP-UE couvert

FORMATIONS

1720

sessions

21 600

participants

dont 30% de femmes

84 500

jour-personnes

EXPERTS

1000
consultants

90%

d'experts ACP par
rapport aux experts européens

1

AVANT-PROPOS p.6



2

ASSOCIATION p.8



3

LES PROGRAMMES DU
COLEACP p.12



4

AUTRES ACTIVITÉS
DE SOUTIEN À LA
COMPÉTITIVITÉ ET
À LA DURABILITÉ
DES FILIÈRES
HORTICOLES ACP p.32



COLEACP

RAPPORT ANNUEL 2013

5

INFORMATION ET
COMMUNICATION p.37



6

PERSPECTIVES
p.42



7

MINI FICHES
PAYS p.46



8

TÉMOIGNAGES
p.52



La formation a atteint ses objectifs et toute mon équipe a été satisfaite. Il nous reste à la valoriser dans notre travail au quotidien.

Jean-Marie SOP. Unapac (Cameroun)

1

AVANT-PROPOS

2013 a été une année riche et intense pour le COLEACP, marquée sur le plan institutionnel par les élections au Conseil d'administration et le renouvellement d'une partie de ses membres. Catherine Guichard a quitté à cette occasion ses fonctions de Déléguée Générale. Guy Stinglhamber, qui occupait les fonctions de Directeur du Programme PIP, a été nommé à son poste, avec pour mission de guider le COLEACP dans une nouvelle phase de la vie de l'institution.

Le COLEACP a poursuivi la mise en œuvre des projets PIP 2, EDES et PAEPARD, lesquels sont entrés dans une phase de consolidation. Des évaluations externes à mi-parcours ont été réalisées pour les programmes PIP2 et EDES. Ces évaluations sont très positives, le PIP2 étant notamment présenté comme un exemple de « best practises » qui a contribué à « préserver le niveau d'exportations horticoles des pays ACP vers l'UE et aidant à la professionnalisation du secteur agro-industriel des pays concernés ». Le taux de satisfaction des bénéficiaires du programme atteint 96 %.

Le COLEACP a par ailleurs activement participé aux débats concernant le secteur horticole ACP, que ce soit dans les enceintes internationales, auprès des institutions européennes ou de l'ensemble des acteurs concernés par son fonctionnement. Les gouvernements, les bailleurs de fonds et la société civile placent désormais la promotion de chaînes de valeurs inclusives ainsi que les Partenariats Publics-Privés (PPP) au centre de leurs politiques et de leurs discours concernant le développement de l'agriculture des pays ACP. Cette approche correspond à ce que le COLEACP met en oeuvre depuis sa création..... Elle a le mérite de renforcer la crédibilité du travail réalisé par notre institution au cours des dernières années, de confirmer le bienfondé de son positionnement et de l'encourager à aller de l'avant dans son action en faveur de ses membres, de ses bénéficiaires, et de l'ensemble des partenaires ACP et européens impliqués.

A l'aube de ses 40 ans d'existence, le COLEACP affiche sa bonne santé et son dynamisme, et montre qu'il joue un rôle plus important que jamais dans la vie de la filière horticole ACP-UE dont il reste le partenaire indispensable et indissociable.



AUDITORIUM

soeu

November 2013



PAEPARD



Conny Czymoch



2

ASSOCIATION

Évolution du COLEACP : Créé il y a 40 ans comme une association d'entreprises ayant des intérêts dans le commerce des fruits et légumes exotiques, le COLEACP a évolué en tant qu'organisme de soutien au développement d'une agriculture durable des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). C'était, avant l'heure, un partenariat public-privé (PPP) qui offre aujourd'hui une prestation multi-services à la filière internationale fruits et légumes (R&D, accès au marché, assistance technique, formation, relations publiques,...)

Développement
du COLEACP
2001-2015

À la sécurité
alimentaire

De la sécurité
des aliments

Coïncidence ou logique

G8, G20, Rio +20, EDDs... les sommets internationaux se succèdent et les conclusions se ressemblent : le secteur privé doit être le moteur d'une croissance durable et responsable.

Déclaration de
Paris Efficacité
de l'aide

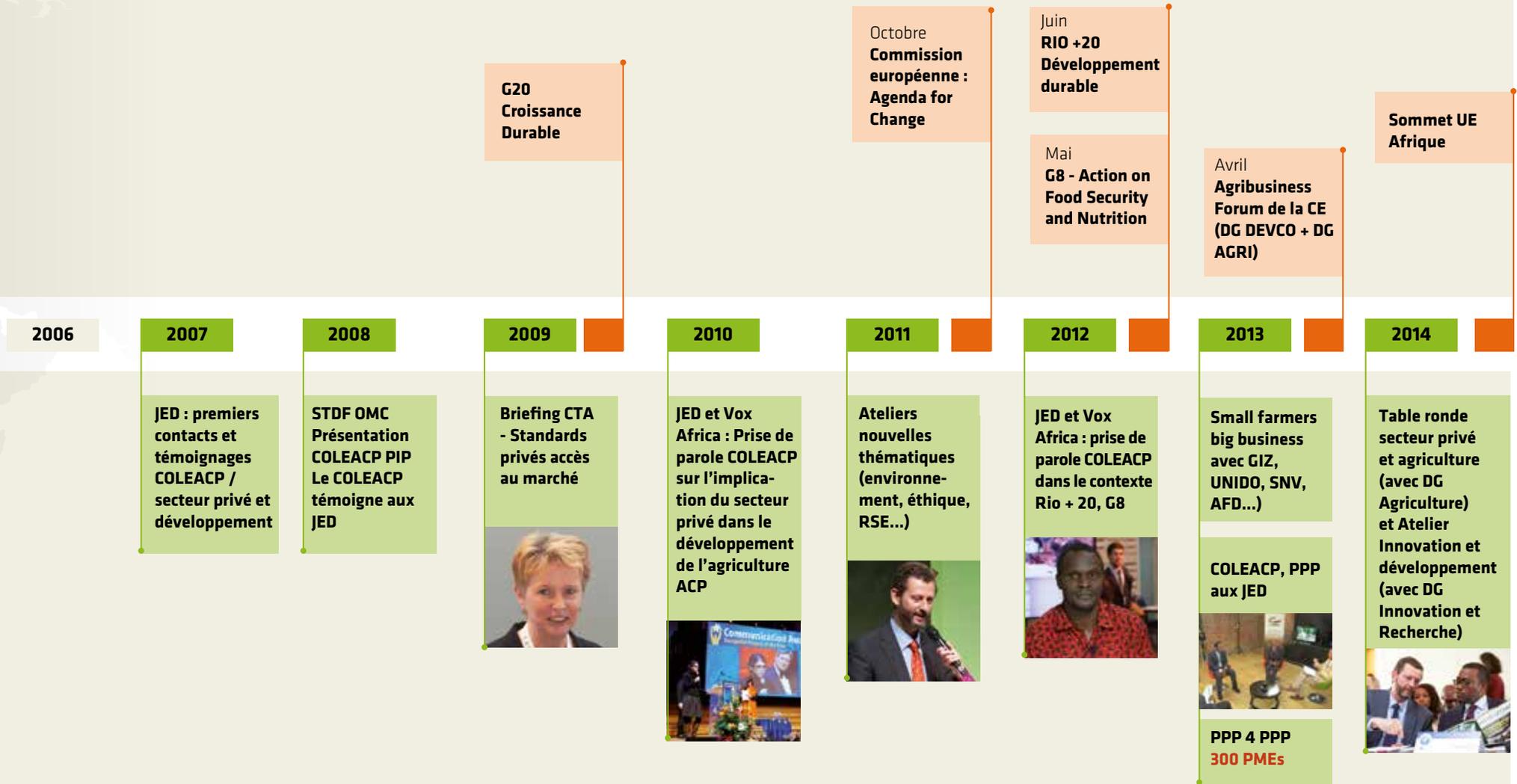


Sécurité des aliments
Fruits et légumes ACP

PPP

R&D, Accès au marché, Formation

Evolution du COLEACP sur la scène internationale



Développement du COLEACP

Sécurité Alimentaire
Agriculture ACP, Afrique

Fair Training system

PPP 4 PPP

2013

ÉVOLUTION DE LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION

2013 a été une année charnière marquée par :

- Des élections qui ont entraîné une redistribution des postes au Conseil d'Administration ; ces élections ont aussi apporté une évolution en terme de représentativité géographique
- Le départ de Catherine Guichard du poste de Déléguée Générale, avec une incidence sur le plan administratif et technique
- La désignation de Guy Stinghamber comme nouveau Délégué Général

Le nombre de membres s'élève à 300 et reste stable par rapport à l'année antérieure.

FINANCES

Le COLEACP a consolidé sa bonne santé économique et financière en tant qu'Association à but non lucratif, avec un chiffre d'affaires de 12,04 M EUROS pour l'année écoulée. La qualité de la gestion administrative et financière est notamment illustrée par les conclusions positives des audits financiers réalisés dans le cadre des projets financés par l'UE et l'absence de dépenses inéligibles.

FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL

Sur le plan interne, le COLEACP s'est attaché à gérer les liens entre les bureaux de Paris et de Bruxelles. Par ailleurs, la polarisation PIP/EDES a créé des difficultés institutionnelles qui ont été surmontées.

Les opérations sont équilibrées, permettant le renforcement des capacités techniques et institutionnelles de l'association.

POSITIONNEMENT

En raison de sa représentativité et de son travail, le COLEACP jouit d'une solide notoriété et crédibilité auprès des différents acteurs publics et privés qui sont impliqués de près ou de loin dans le fonctionnement et le soutien au secteur agricole ACP.

Il est considéré comme un acteur important de l'appui aux filières horticoles ACP et est de plus en plus systématiquement associé à la réflexion sur cette thématique, comme cela a été le cas lors du récent Forum d'Affaires Europe Afrique en amont du Sommet des Chefs d'Etat prévu en avril 2014 à Bruxelles.

Le COLEACP travaille depuis 40 ans sur le renforcement de chaînes de valeur inclusives et sur le Partenariat Public-Privé. Ces approches sont aujourd'hui reprises de manière unanime par les gouvernements ACP, par les bailleurs de fonds, le secteur privé, la société civile et le monde académique.

Cela renforce le positionnement du COLEACP qui repose sur la convergence entre : ses objectifs en tant qu'organisation, les objectifs de développement des pays ACP (modernisation de l'agriculture, impératif de durabilité et de résilience, sécurité alimentaire), des objectifs importants de politique publique de l'UE (qualité sanitaire des aliments), et l'évolution des marchés sous la pression des exigences des consommateurs européens et ACP (fair trade, qualité des aliments, agriculture biologique). Cette convergence, qui s'est accentuée au cours des dernières années, devrait, a priori, se renforcer dans les années à venir.

PROGRAMMES EN 2014 : LES RDV POSITIONNANT LE COLEACP A L'HORIZON 2015

DATE	CONTACTS	RDV
23 Janvier	DEVCO	Bruxelles - Présentation du COLEACP à une délégation de DEVCO
31 Mars-1 ^{er} Avril	DEVCO, DG AGRI, DG RTD	Bruxelles - Co-organisation de deux panels de haut niveau à EABF, la veille du sommet des chefs d'Etats UE-ACP
30 Mai	Ambassadeurs ACP	Bruxelles - Lancement du livre <i>Excellences</i> à l'occasion du Gala annuel des Ambassadrices ACP

3

LES PROGRAMMES DU COLEACP

Le COLEACP a été chargé de la mise en œuvre de deux projets financés par l'UE : PIP2 et EDES. Il est aussi membre d'un consortium en charge de la mise en œuvre du projet PAEPARD (Plateforme pour le Partenariat Africain Européen sur la Recherche Agricole pour le Développement).





PROGRAMME PIP

Le PIP est un programme de coopération européen financé par l'Union européenne, mis en œuvre à la demande du Groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). A l'issue de la première phase du programme, une deuxième phase a été lancée en octobre 2009 pour une période de cinq ans. En accord avec les Objectifs de Développement du Millénaire, l'objectif global du PIP est de « **Préserver et, si possible, accroître la contribution de l'horticulture d'exportation à la réduction de la pauvreté dans les pays ACP** ».

Le commerce des fruits et légumes est un facteur de croissance économique important dans nombre de pays ACP ; le PIP aide les exportations ACP à atteindre leur plein potentiel, en permettant aux producteurs et aux exportateurs de répondre aux exigences du marché de l'UE. Si l'horticulture d'exportation constitue le principal champ d'intervention du programme, les marchés régionaux et locaux sont également concernés, de telle sorte que les consommateurs ACP soient aussi bénéficiaires des résultats positifs du PIP.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'ACCÈS AU MARCHÉ

RÈGLEMENTATION ET R&D

- Information sur les réglementations UE pertinentes et leur évolution ;
- Accès aux technologies pour le contrôle des ravageurs et des maladies ;
- Suivi des modifications d'homologation ;
- Lien avec les organismes de recherche et l'industrie PPP disponibles et homologués ;
- Recommandations sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) ;
- Soutien dans l'identification et l'utilisation des pesticides.

LES STANDARDS PRIVÉS

- Suivi des tendances des exigences commerciales ;
- Sensibilisation des importateurs et distributeurs européens ;
- Adaptation des standards privés ;
- Soutien à la capacité des acteurs ACP à dialoguer avec les acteurs européens et internationaux.

L'objectif global de la composante « Accès au marché » est d'assurer que les technologies et les recommandations techniques soient disponibles pour permettre aux opérateurs de la chaîne d'approvisionnement de produire en toute sécurité et de façon durable, et en conformité avec les exigences du marché en termes d'exigences réglementaires et commerciales. L'action dans ce domaine se centre sur deux axes de travail : la réglementation et la R&D, et les standards privés.

Règlementations et R&D

Information sur les réglementations UE et leur évolution :

De nouveaux bulletins d'informations (Agri Flash) ont été diffusés pour informer les producteurs ACP de nouveaux problèmes, des changements réglementaires ou des contrôles à l'importation qui peuvent nécessiter une action urgente.

Ces Flash Infos ont traité diverses questions d'actualité, y compris les néonicotinoïdes, perchlorate, les mouches des fruits et Tuta absoluta. Des mises à jour ont également été effectuées sur les notifications dans le cadre du système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale (RASFF),

Un aperçu des réglementations des produits de protection des plantes (PPP) est disponible sur le site Internet du PIP ; ces données sont régulièrement mises à jour afin d'intégrer les modifications en matière de réglementations et de LMRs.

Accès aux technologies pour le contrôle des ravageurs et des maladies : Le PIP a continué à identifier et cibler les zones critiques où les producteurs risquent d'avoir des difficultés d'utiliser des méthodes de contrôle pour des ravageurs importants pour des raisons de disponibilité de PPP sur le marché et/ou de coûts.

Suivi des modifications d'homologation : Si une LMR est perdue ou réduite à sa LdD (0.01 mg.kg), le PIP facilite

la soumission de dossiers à l'UE pour des tolérances import ou des extrapolations. Au cours de 2013, 12 avis d'importance pour les producteurs ACP selon l'article de l'EFSA ont été réalisés pour 15 substances ; le PIP a examiné leur impact potentiel sur les bonnes pratiques agricoles ou sur la disponibilité des PPP essentiels pour les cultures des pays ACP. Une attention particulière a été accordée au diméthoate et au tébuconazole sur les pois et les haricots afin d'appuyer des dossiers pour l'obtention / le maintien de LMR UE. Des LMR CODEX ont été obtenues pour l'azoxystrobine (gombo) ; difenoconazole (haricots, pois écossés) ; tébuconazole (papaye, fruit de la passion, mangue).

Lien avec les organismes de recherche et l'industrie :

L'accent a porté sur la réduction des LMR et des impacts sur l'environnement grâce à la lutte intégrée et l'utilisation de bio-pesticides. Des contacts ont été pris avec 34 entreprises de bio-pesticides afin d'identifier des produits à fort potentiel pour l'horticulture ACP, et des essais ont été mis en place pour enquêter sur certaines des 70 utilisations possibles préalablement identifiées. Au cours de 2013, des essais de dépistage ont été réalisés sur les alternatives au diméthoate pour les pois et les haricots; sur des bio-pesticides pour lutter contre les nématodes sur la courge, l'ananas, et le gombo ; sur des acaricides sur les haricots et la papaye ; des bio-pesticides pour les micro-jardins (Dakar) ; liste non-exhaustive.



Plus d'informations
www.pip.coleacp.org



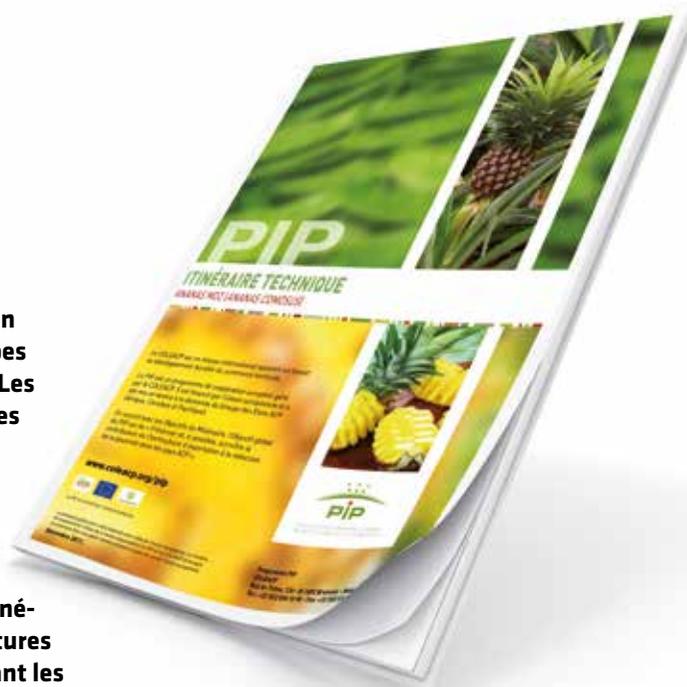


Les guides de production

Les Itinéraires Techniques sont des guides complets qui, en plus du volet de protection de la culture, abordent les différentes étapes agronomiques d'une production végétale. Les Guides de Bonnes Pratiques Phytosanitaires n'abordent que le volet protection d'une culture.

L'objectif de ces documents est de donner aux producteurs de fruits et légumes des pays ACP les informations techniques nécessaires pour protéger au mieux leurs cultures des ravageurs et maladies tout en respectant les normes européennes, plus particulièrement en matière de résidus de pesticides.

Ces documents se veulent aussi exhaustifs que possible sur les différentes méthodes de lutte applicables contre un ravageur ou une maladie et présentent donc toutes les méthodes qu'il est nécessaire d'appliquer dans un champ avant d'envisager l'utilisation de Produits de Protection des Plantes.



PPP disponibles et homologués : les producteurs sont confrontés à des problèmes en raison de l'absence de PPP homologués localement. Le PIP collabore avec des fabricants de PPP et les autorités nationales ACP pour faciliter l'homologation locale, notamment en soutenant des essais d'efficacité et de résidus. En 2013, les autorisations provisoires ont été renouvelées dans le cadre du CSP (Comité Sahélien des Pesticides) pour 10 substances sur plusieurs combinaisons cultures - ravageurs. Les essais d'efficacité ont été réalisés pour une homologation locale de PPP pour lutter contre la mouche des fruits et l'antracnose sur la mangue ; *Cryptophlebia leucotreta* sur l'avocat ; et d'autres. Le PIP soutient également les initiatives d'harmonisation régionale d'homologation de pesticides.

Recommandations sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) : le PIP mène des essais sur le terrain pour établir BPA applicables dans les conditions locales. En 2013, les essais suivants ont été réalisés : adjuvants pour réduire les résidus de l'Ethophon sur l'ananas ; des PPP sur feuilles de salade au Kenya ; cucurbitacées à peau comestible en République dominicaine ; pois et haricots du Kenya.

Soutien dans l'identification et l'utilisation des pesticides : Le PIP a développé des itinéraires techniques et guides de bonnes pratiques phytosanitaires. Si les opérateurs suivent ces recommandations, ils obtiennent un contrôle efficace, sont conformes aux LMRs UE/CODEX, assurent la sécurité de l'opérateur, et minimisent l'impact sur l'environnement. En 2013, 28 itinéraires et guides ont été complétés via des mises à jour selon les nouvelles réglementations européennes (LMRs) ; 6 autres seront achevés en 2014. Ces 34 itinéraires et guides couvrent environ 90 % de tous les flux d'exportation ACP-UE. 3 guides ont été réalisés, et 5 sont en préparation pour les cultures particulièrement importantes pour les petits producteurs. Fin 2013, pour les producteurs qui approvisionnent les marchés locaux et régionaux, 27 itinéraires techniques / guides ont été mis à jour pour inclure les LMR CODEX. En 2013 des guides simplifiés pour les producteurs ont été rédigés pour les haricots et les pois écosés au Kenya; la mouche des fruits sur mangue, la bactériose du manguiier.



Les standards privés

Soutien à la capacité des acteurs ACP à dialoguer avec les acteurs européens et internationaux :

La voix des pays ACP est souvent sous-représentée dans le processus de normalisation, conduisant à des standards mal adaptés au contexte ACP. Afin de répondre à cet enjeu, le PIP renforce la participation directe des parties prenantes ACP dans le processus normatif via les GTTN. En 2013, des GTTN ont été établis et/ou appuyés au Ghana, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, en Ouganda, en Tanzanie, en République dominicaine et à Madagascar. Le PIP a pris en charge et a soutenu leur engagement direct avec GLOBALGAP. En outre le PIP poursuit son soutien à 5 plateformes nationales de dialogue public-privé et a maintenu des liens avec le Programme ACP MTS qui prend en charge la participation des parties prenantes ACP dans le cadre de l'OMC. Finalement, le PIP appuie le renforcement des capacités des autorités de réglementation régionales ACP à s'engager avec le CODEX et sur l'évaluation des dossiers liés au GMPR/CODEX.



Sensibiliser les distributeurs de l'UE et les organismes de normalisation afin de les encourager à prendre en compte l'impact de leurs exigences dans les pays du Sud.

Collaborer avec les organismes de normalisation afin d'adapter les exigences aux réalités locales.

Renforcer les capacités de lobby de parties prenantes de la filière horticole des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Comprendre et suivre la nature exacte et la cause des impacts des standards privés sur les acteurs de la filière horticole des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Les activités du PIP évoluent constamment en réponse à l'évolution des pressions subies par les producteurs et exportateurs ACP : Pour leur permettre de maintenir leur accès au marché de l'UE, le COLEACP soutient la mise en conformité par rapport aux exigences réglementaires et, dans le même temps, les aide à répondre à la demande croissante des acheteurs de l'UE pour la certification à des standards privés.

Suivi des tendances des exigences commerciales : Pour représenter les intérêts des fournisseurs ACP, une compréhension de l'impact des standards privés pour accéder aux marchés est également nécessaire. Le PIP collabore avec d'autres chercheurs pour suivre et analyser les tendances, ainsi que l'impact des standards. Les partenaires sont l'Université de Manchester, l'Institute of Development Studies (IDS - Royaume-Uni), le CCI, l'ONUDI. En 2003, le PIP a également travaillé avec IDS pour recueillir et analyser les données de l'enquête auprès des bénéficiaires du PIP.

Sensibilisation des importateurs et distributeurs européens : Le PIP participe à des conférences, à des groupes de discussion et de réflexion, ainsi qu'à la rédaction de position papers et de mises à jour au sujet des informations publiées sur le sujet. Au cours de 2013, des représentants du PIP ont participé à 32 conférences ou des réunions sur les standards privés, traitant à la fois des thématiques de la sécurité sanitaire des aliments et de la durabilité. Le PIP est souvent le seul participant représentant les intérêts des pays ACP et avec une expérience du secteur horticole dans les pays en développement. Plus de 10 documents / position papers ont été produits.

Adaptation des standards privés : Le PIP ouvre le dialogue avec les organismes de normalisation afin de veiller à ce que les standards n'introduisent pas d'exigences qui risquent d'exclure les petits producteurs de la chaîne d'approvisionnement. En outre, le PIP participe à l'élaboration de standards et à leurs révisions,

en représentant systématiquement les intérêts des fournisseurs ACP. En 2013, le PIP a participé activement à GLOBALGAP, GFSI, GSCP, FLO, BSI et BSCI; le PIP a agi au titre de Président du groupe de travail (formation) de la GFSI Global Markets Primary Production, et Vice-Président du Comité des parties prenantes de GLOBALGAP GRASP. Le PIP permet également aux groupes de travail techniques nationaux (GTTN) des pays ACP à adapter GLOBALGAP aux circonstances locales à travers le développement de lignes directrices d'interprétation nationale. En 2013, une directive d'interprétation nationale a été réalisée au Ghana ; des projets ont été préparés en Côte d'Ivoire, en Ouganda et en Tanzanie, et une interprétation directrice du GRASP a été préparée et adoptée à Madagascar.



Renforcer les capacités de la filière Fruits et légumes

Renforcement des capacités:

Au cours de 2013, l'attention s'est portée sur le suivi des demandes de soutien, la mise en œuvre des actions prévues dans les plans d'action, l'organisation et la participation à des ateliers pilotes sur certaines thématiques et l'identification de nouveaux acteurs potentiellement bénéficiaires en mettant l'accent sur les nouvelles thématiques, origines et filières.

77 nouvelles demandes d'intervention ont été introduites par des prestataires de service et structures d'appui. Au total, 83 nouveaux protocoles d'entente ont été signés avec des bénéficiaires du programme, en incluant les demandes reçues en 2012. 53 demandes d'intervention sont encore en analyse. Fin 2013, le COLEACP gère au total 292 dossiers.

Parallèlement, de nombreuses actions de renforcement de capacités de prestataires de service privés et publics ont été initiées. A l'instar des premières années d'activité du programme, la majorité des demandes introduites en 2013 sont issues de prestataires de services privés.

Pour 2014, la constitution d'un réseau d'expertise local et régional sur les thématiques sociales et envi-

ronnementales liées à la production horticole est l'axe prioritaire d'intervention du Programme. L'accent sera également porté sur l'intensification des collaborations avec des programmes locaux/régionaux œuvrant dans l'appui aux filières locales / régionales de production horticole afin de coordonner les efforts, développer des synergies et générer des effets multiplicateurs pour l'action du COLEACP.

La part des actions menées relatives aux nouvelles thématiques a augmenté en 2013 (surtout pour l'aspect production éthique). On peut estimer, au vu de l'évolution du marché, que les besoins en appui liés aux thématiques environnementales et éthiques devraient suivre la même tendance en 2014. Collaborer avec les organismes de normalisation afin d'adapter les exigences aux réalités locales.

Amélioration des pratiques en entreprises

Le COLEACP met en place des plans d'actions qui répondent aux besoins des bénéficiaires en ce qui concerne la qualité sanitaire (qui reste le thème le plus important), et la production durable (environnement, éthique, commerce équitable, agriculture biologique). Ces plans d'actions comprennent tous des aspects de formations et visent généralement la mise en place de systèmes de contrôle et de gestion durables.

Le COLEACP a reçu en 2013 soixante-deux nouvelles demandes d'appui émanant d'entreprises productrices/exportatrices, de groupement de producteurs ou encore de structures d'appui aux petits producteurs, qui s'ajoutent à celles formulées en 2012. 58 demandes ont abouti à la signature de protocoles d'entente individuels et ont par conséquent débouché sur un soutien.

Au total, en incluant les protocoles signés depuis 2010, **le COLEACP gère actuellement 281 protocoles**. Dans ce cadre, près de 130 actions d'appui ont été organisées auprès d'entreprises productrices/exportatrices, de groupement de producteurs ou encore de structures d'appui aux petits producteurs. Elles consistent en un appui technique aux entreprises concernées, mais aussi en des actions de formations organisées au sein des structures bénéficiaires en collaboration avec la cellule de formation. Ces formations sont à la fois techniques et pédagogiques, afin de permettre la mise en place, au sein de ces structures, de systèmes de formations internes durables. Finalement, 30 formations collectives ont permis de former plus de 500 chefs d'entreprises, cadres ou responsables techniques (selon le thème de la formation) dans 194 entreprises différentes.

Il est prévu de poursuivre et d'intensifier ces actions d'appui en 2014 afin de finaliser la mise en place des actions



INDICATEURS DES RÉSULTATS DU PROJET À MI-PAROURS

Sur la base des 42 Indicateurs Objectivement Vérifiables du projet (OVI en anglais), le taux de réalisation à mi-parcours est le suivant :

Objectifs atteints	29
En cours	8
Objectifs non atteints	5



prévues dans les protocoles d'entente. Par ailleurs, une attention particulière a été portée en 2013 sur les actions de recherches de synergies avec d'autres programmes/organismes, notamment en ce qui concerne les marchés locaux ou régionaux. Ces collaborations s'intensifieront en 2014.

Evaluation à mi-parcours du PIP 2

Une évaluation externe à mi-parcours du PIP 2 a été réalisée en 2013 afin de fournir une appréciation indépendante du niveau de performance du projet. Les conclusions de la mission indiquent que le programme a jusqu'à présent atteint la plupart de ses objectifs, contribuant à préserver le niveau d'exportations horticoles des pays ACP vers l'UE et aidant à la professionnalisation du secteur agro-industriel des pays concernés.



L'approche méthodologique du PIP 2 peut, selon les évaluateurs, être considérée comme une référence (« best practices ») en matière de coopération technique, en ce qui concerne notamment la prise en compte des besoins des bénéficiaires et la qualité du renforcement des capacités.

Du point de vue des bénéficiaires, « ce qui différencie le PIP des autres projets est sa connaissance pratique des thèmes ». Le projet est considéré comme étant étroitement impliqué avec le secteur privé et, dans la mesure où ses interventions sont « demand driven », comme étant proche des besoins des bénéficiaires. Le taux d'opinions favorables des bénéficiaires est de 96 %.

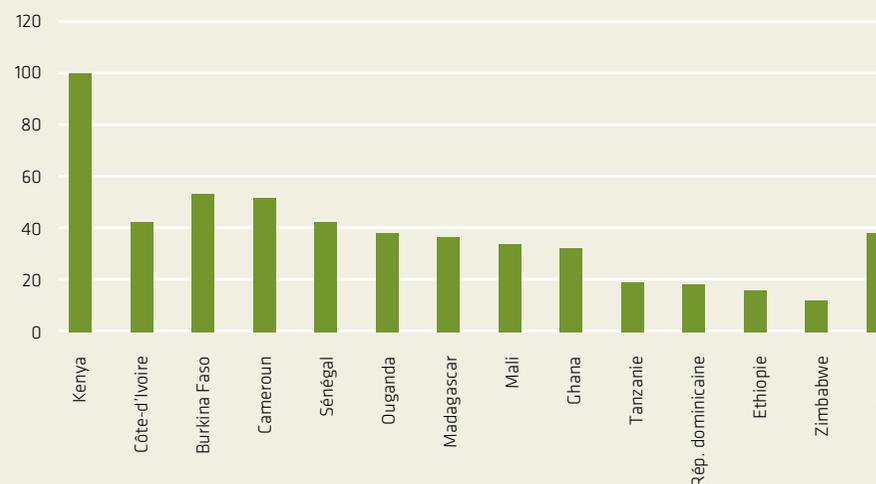
La mission d'évaluation note la grande proportion d'experts locaux (près de 90 %) utilisés pour le renforcement des capacités des bénéficiaires et souligne l'importance de la coopération sud/sud dans la formation. Cette optimisation des ressources locales a entraîné, indique le rapport, une économie substantielle des dépenses de fonctionnement, notamment au niveau des missions.



EVOLUTION DU NOMBRE ET DU TYPE DE PROTOCOLES D'APPUI

464 protocoles ont été signés entre 2010 et 2012. Le taux d'exécution de ces protocoles est supérieur à 50 %.

Nombre de Protocoles d'entente signés dans les différents pays ACP



Parmi les protocoles signés avec les producteurs, la tendance depuis 2010 est à la hausse en matière d'actions éthiques et environnementales.

Il convient de noter une augmentation des protocoles signés avec des consultants (de 38 % en 2009 à 47 % en 2012) et d'autres types d'organisations (de 15 % en 2009 à 20 % en 2012) par rapport aux producteurs (de 46 % en 2009 à 33 % en 2012).



APPRÉCIATION D'ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES QUANT À L'IMPACT DU PROJET

Sur la base des interviews réalisés par la mission d'évaluation pendant leur visites de terrain dans six pays - Côte d'Ivoire, République dominicaine, Kenya, Madagascar, Sénégal, Ouganda.

Sur plus de 800 actions concernées :

33 % des bénéficiaires indiquent que le bénéfice des actions d'appui du PIP 2 est élevé et 63 % qu'il est très élevé.

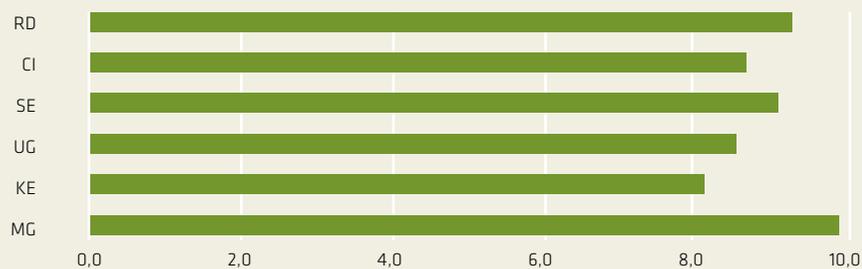
Taux de satisfaction : 96 %

36 % des bénéficiaires indiquent que le soutien des prestataires de services du PIP est bénéfique et 61% qu'il est très bénéfique.

Taux de satisfaction : 97 %

Lorsque les bénéficiaires sont interrogés sur le taux d'impact du PIP 2, la moyenne des réponses est 8,9 sur 10 comme l'indique le tableau ci-dessous :

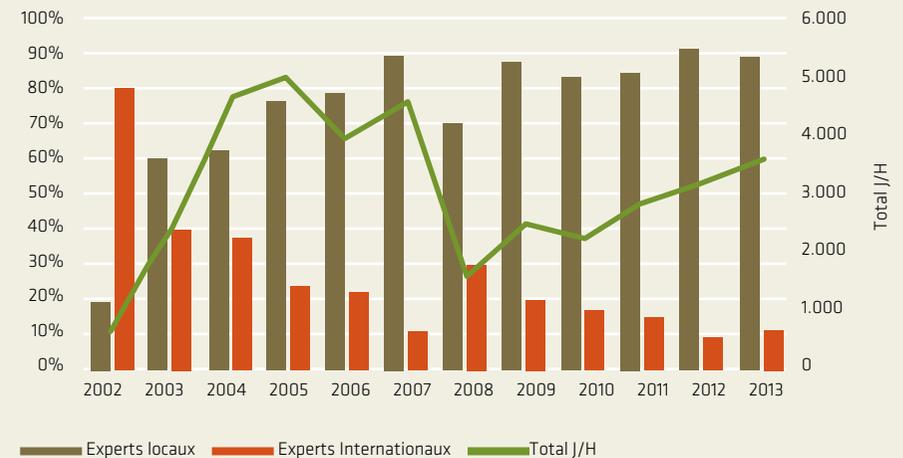
Impacts



IMPORTANCE DES RESSOURCES HUMAINES LOCALES

L'utilisation de ressources humaines locales est proche de 90 %. Le graphique ci-dessous indique une claire tendance à l'augmentation de la proportion d'experts locaux au cours des dernières années.

Proportion d'experts locaux et internationaux utilisés chaque trimestre depuis le PIP 1.





Le rapport d'évaluation ajoute que le projet a eu un impact positif sur l'ensemble des entreprises bénéficiaires, petites et grandes, et que l'inclusion des grandes entreprises parmi les bénéficiaires a eu un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. De manière générale, le PIP 2 a contribué, toujours selon le rapport, à professionnaliser le secteur agro-industriel des pays ACP.



ORIENTATIONS 2014
(PROGRAMME PIP)

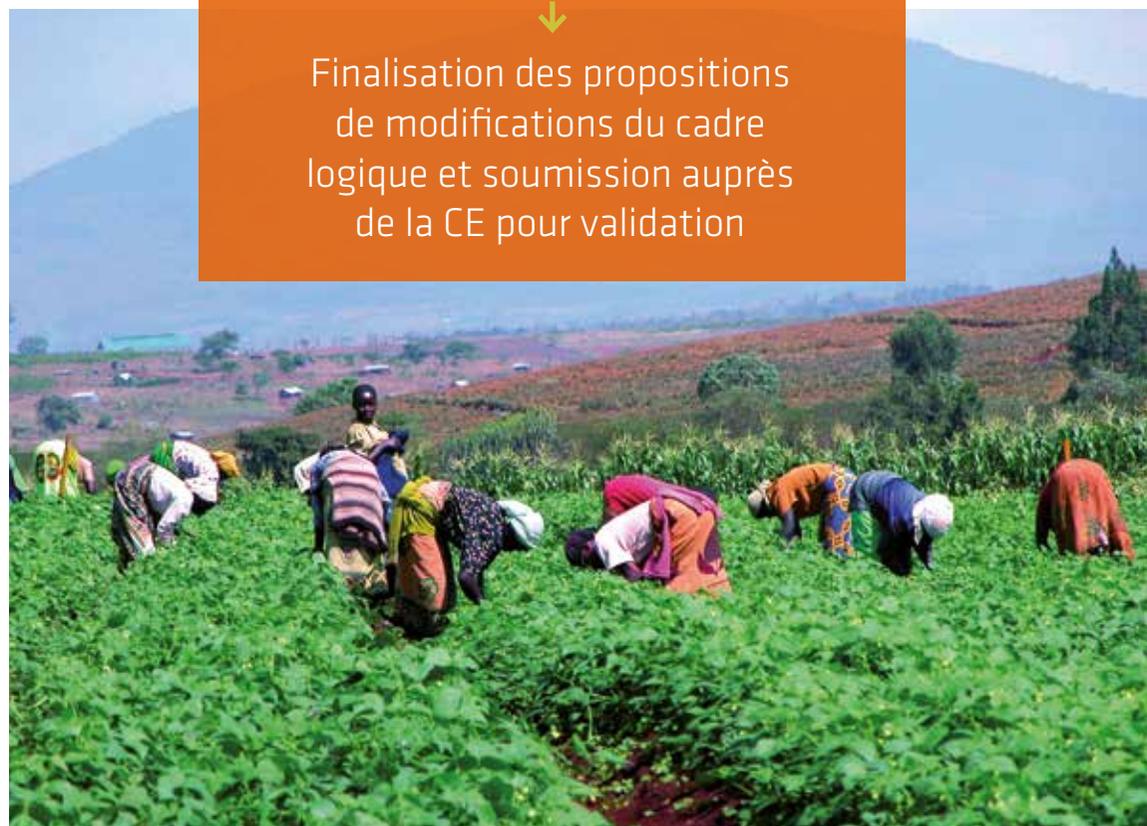
PIP 2



Exécution du Plan d'action



Finalisation des propositions
de modifications du cadre
logique et soumission auprès
de la CE pour validation





PROGRAMME EDES

Le Programme EDES est mis en œuvre, depuis mars 2010, par le COLEACP et un consortium de 8 partenaires : Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (ANSES - France) ; National Food Institute/Technical University (DTU - Danemark) ; CIRAD (France), Natural Resources Institute (NRI - Royaume-Uni) ; Ecole Nationale de Santé Vétérinaire (ENSV - France) ; France Vétérinaires International (FVI - France) ; Direction Générale de l'Alimentation (DGAI - France) ; Food and Environment Research Agency (FERA - Royaume-Uni).

D'une durée initiale de 4 ans, EDES est financé à hauteur de 29,5 M Euros sur le 9ème FED. L'objectif global d'EDES est d'améliorer la contribution du commerce des aliments à la réduction de la pauvreté dans les pays ACP. Toutes les filières de production alimentaire sont donc potentiellement concernées par les activités de support du Programme.

EDES vise à aider les États ACP à renforcer leurs « politiques nationales (ou régionales) de sécurité sanitaire des aliments », en accompagnant les pays dans la mise en œuvre de leurs politiques de sécurité sanitaire des aliments, en soutenant la mise en place de systèmes nationaux « sur mesure », viables, économiquement supportables en ACP.

QUATRE DIMENSIONS INTERACTIVES

LES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Aide à la définition de : politique et stratégie ; structure ; lois, réglementations et normes.

LES PROCESSUS OPÉRATIONNELS

Renforcement des capacités de toutes les parties prenantes concernées en matière d'évaluation, de gestion et de communication des risques.

LA GESTION DES COMPÉTENCES

Support aux systèmes de formation et d'éducation permettant le renforcement de connaissances et savoir-faire scientifiques, techniques et managériales des parties prenantes d'un système de sécurité sanitaire des aliments.

LES DYNAMIQUES DE COMMUNICATION & DE RELATION

Facilitation d'une concertation permettant une participation et un engagement effectif des parties prenantes dans l'établissement et la réalisation d'une politique de sécurité sanitaire des aliments, basée sur l'analyse des risques.



Consultez nos publications
www.edes.coleacp.org/edes/page/20324-publications



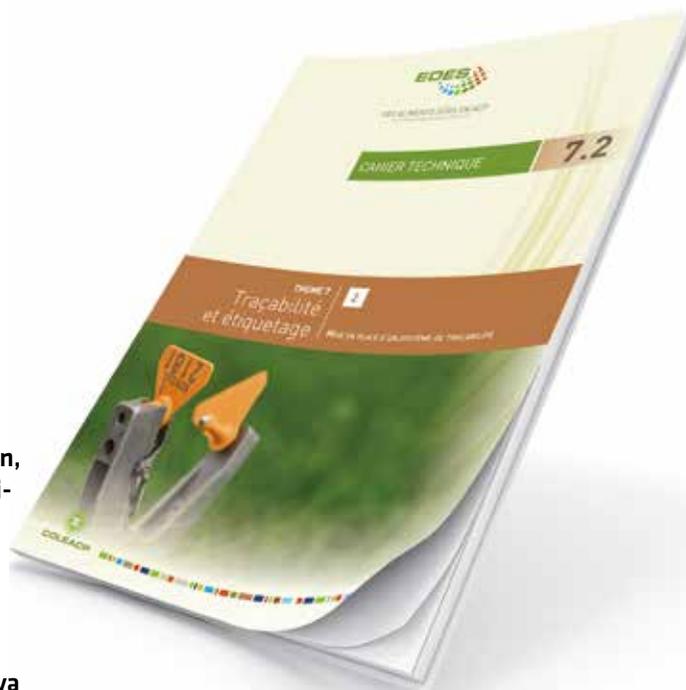
Réalisations en 2013

A ce jour, le Programme EDES a fourni des services d'assistance technique dans 33 pays.

Des actions d'appui ont été menées dans **11** pays (**Gabon, Comores, Congo Brazzaville, Botswana, Lesotho, Namibie, Seychelles, Swaziland, Zimbabwe, Nigéria** et **Togo** (à travers ICCO pour les deux derniers)).

Le protocole d'entente national et l'identification des activités principales est établi dans 18 pays et 31 filières. Il s'agit des pays et des filières suivantes : **Kenya** (Haricots Verts et Pois Mangetout, Fruits de la Passion, Poisson), **Cameroun** (Café, Ananas), **Sénégal** (Poisson, Mangue), **République dominicaine** (Légumes orientaux), **Burkina Faso** (Mangue), **Ghana** (Cacao), **Gambie** (Poisson), **Guinée-Bissau** (Poisson), **Ile Maurice** (Poulet, Miel, Ananas), **Ouganda** (Poisson, Café), **Côte d'Ivoire** (Mangue, Cacao, Poisson, distribution produits vivriers sur les marchés), **Papouasie Nouvelle Guinée** (Poisson), **Mauritanie** (Poisson), **Ethiopie** (Tomate), **Mali** (Mangue), **Fidji** (Poisson), **Zambie** (Miel) et **Madagascar** (Miel, cacao et pêche artisanale). Parmi ces protocoles, 13 ont effectivement été signés, d'autres étant en attente de signature par les pays concernés.

Les protocoles d'entente à signer avec 5 autres autorités ou pays (Vanuatu (Poisson), Tanzanie (Viande), Jamaïque (F&L, Poisson), région Pacifique (Secrétariat de la Com-



munauté du Pacifique) (Poisson) et Suriname (F&L, Poisson, Porc) sont en phase de validation par les autorités compétentes afin de pouvoir concrétiser leur signature. Cependant, des activités ont déjà été mises en œuvre de manière récurrente dans 4 de ces pays de façon à ne pas retarder l'intervention du Programme.

D'autres demandes éligibles précédentes (4 pays : Guinée Conakry, Mozambique, Cap Vert et Sierra Leone) ont été traitées. A ce jour, des discussions sont en cours pour fournir l'assistance requise.

Sous peu, de nouveaux pays pourraient donc bénéficier à leur tour des interventions du Programme EDES.



322 organisations bénéficiaires des activités du Programme ont été dénombrées dans les pays.

Parmi celles-ci, 86 ont signé un MoA (plan d'action spécifique) qui est en cours de mise en œuvre.

Par ailleurs, d'autres memoranda (166) ont été signés avec des experts ACP pour le renforcement de leurs capacités individuelles, notamment par des formations dispensées par le Programme. Ces consultants constituent et pourront constituer un vivier d'experts favorisant la pérennité des activités d'EDES.



Parmi les actions menées en 2013 :

Des actions d'information ont été menées au travers d'ateliers de sensibilisation. Depuis le début du Programme, **plus de 2650 personnes** incluant toutes les catégories de parties prenantes ont été sensibilisées : autorités politiques, autorités compétentes, services publics, organisations professionnelles, laboratoires d'analyse, associations de consommateurs, universités.

Le développement de systèmes d'autocontrôle est mis en œuvre dans 13 pays : Fruit de la passion, Haricots Vert et Mangetout (Kenya), Poisson (Kenya, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Tanzanie, Papouasie, Ouganda), Café (Cameroun et Ouganda), Cacao (Côte d'Ivoire, Ghana, Cameroun), Mangue (Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina, Mali), Volaille, Ananas et Miel (Maurice), Tomate (Ethiopie), Piments (Ouganda) et Litchi (Madagascar). Dans ce cadre, plus de 4500 personnes ont suivi des formations sur la sécurité sanitaire des aliments.

Dans 15 pays, l'élaboration ou la mise à jour de Guides Sectoriels d'Autocontrôle (pour les filières des Fruits et Légumes, Poisson, Volaille, Cacao et Café) s'effectuent avec le support d'EDES.

Guides Sectoriels d'Autocontrôle - Sénégal

Le guide d'autocontrôle Pêche a été validé par le Comité de pilotage le 8 mai 2013, dont un expert de l'ANSES, et une attestation du Président (directeur de la DITP) en fait foi.

Ce guide a été relu sur la forme et a été lancé officiellement en juillet 2013 par le Ministre de la Pêche.

Le GAIPES et l'UPAMES ont signé le MoA avec EDES en tant qu'organisations représentatives du secteur privé.

Le guide d'autocontrôle Mangue est finalisé.

Il a été relu pour la partie scientifique par un expert du CIRAD et par un expert sénégalais.

Il a été demandé au PIP une relecture pour que son contenu corresponde à ce qui est attendu de la part de ce Programme.



EDES



Kenya – Secteur Pêche et Aquaculture
Assistance Technique à la révision et actualisation des
procédures d'inspection.

Le renforcement de la capacité technique des services de contrôle officiel à préparer et/ou à actualiser les procédures de contrôle (également incluses dans les recommandations FVD) constitue l'objectif principal. Les procédures mises en place ont pris en compte le type d'activité et de site (inspections réalisées au bord du Lac Victoria), dans des unités de production d'aquaculture, pour ce qui concerne la pêche en mer, les sites de débarquement, les embarcations, les établissements à terre, les importations et les lieux de marché.

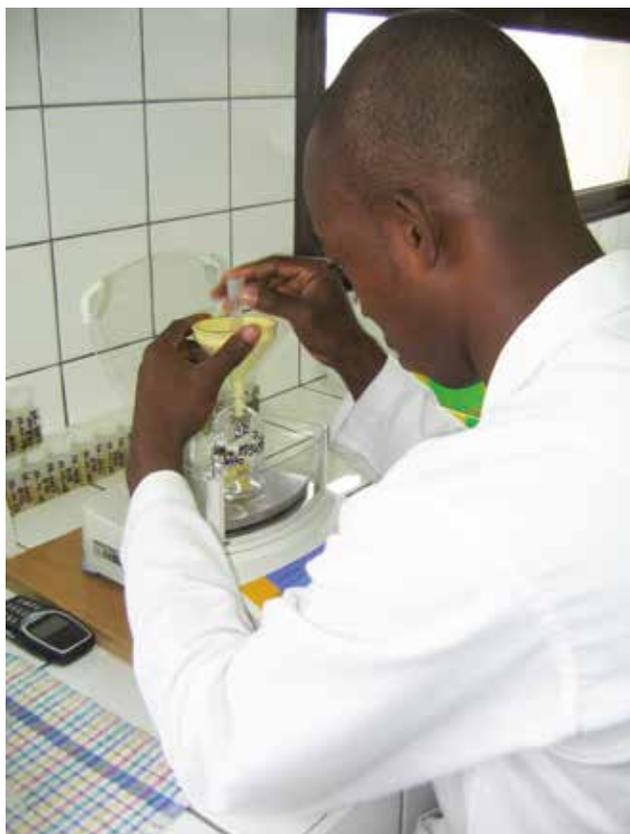
Dans 15 pays, le renforcement des systèmes de gestion des risques basés sur l'analyse des risques est défini comme une priorité par les Autorités de tutelle et des actions ont été planifiées pour atteindre l'objectif fixé.

L'intervention des experts de l'**ANSES** dans le cadre d'EDES a permis d'élaborer une **méthodologie intégrée visant à l'introduction de dispositifs d'évaluation du risque** au sein des dispositifs de sécurité sanitaire des aliments dans les pays ACP.

Cette méthodologie combine rencontres politiques, séminaires, ateliers, travaux au niveau national, formations et assistance technique. Les étapes de la méthodologie sont les suivantes :

1. Sensibilisation des autorités à l'évaluation du risque.
2. Accord des autorités (sur développement de dispositifs d'évaluation du risque).
3. Séminaire national : introduction à l'analyse du risque et structuration d'un dispositif d'évaluation du risque.
4. Désignation cellule de coordination des activités d'évaluation du risque.
5. Aspects organisationnels et documentation liée.
6. Manifestation d'intérêt des évaluateurs du risque potentiels.
7. Mise en place du comité de sélection national.
8. Sélection d'experts pour le premier comité d'experts spécialisé national.
9. Formation (Package 4 + appréciation de l'exposition + caractérisation du risque).
10. Assistance technique dans la conduite des activités d'évaluation du risque.

Mise en œuvre dans les pays suivants : Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire et Burkina Faso. Les comités d'experts scientifiques et les comités de pilotage sont en place dans ces 4 pays et la documentation sur le système de gestion de la qualité a été rassemblée. Le Kenya a également déjà formé un Groupe Technique de Travail sur ce sujet.



Dans 17 pays, des accords spécifiques sont pris pour le renforcement des systèmes de contrôles officiels, notamment en ce qui concerne les plans résidus. Les préconisations de l'Office Alimentaire et Vétérinaire (OAV) sont systématiquement intégrées dans les plans d'action développés, lorsqu'elles concernent les mêmes filières.

Kenya – Plan d'échantillonnage basé sur le risque pour détection de résidus en vue de la promotion des exportations de haricots verts

Une mission spécifique d'assistance technique a été organisée en mai 2013. Ses objectifs étaient les suivants :

- **assister les autorités compétentes à prioriser des matrices pesticide-produit** à inclure dans le Programme de Résidus de Pesticides en faisant le meilleur usage de l'information disponible et en prenant en compte les exigences de la sécurité alimentaire et les dispositions réglementaires ;
- **être capable de contrôler les niveaux de résidus de pesticides** et d'autres produits chimiques agricoles des haricots verts pour s'assurer qu'ils sont inférieurs aux limites maximum de résidus admises par l'UE et d'autres marchés à l'exportation ;
- **proposer pour acceptation un plan d'échantillonnage** pour les produits exportés en ligne avec l'UE et d'autres exigences des marchés d'exportation ;
- **à jeter les bases d'un système d'alerte rapide pour aliments** à destination des humains et des animaux (RASFF) au Kenya destiné à informer les parties prenantes de l'industrie sur la situation des produits nationaux sur le marché pour ce qui concerne les résidus de pesticides.

Les recommandations de cette mission ont permis de préciser les étapes de la mise en route du futur



« Programme National de Contrôle des Exportations ».

Les formations suivantes ont été et continuent à être dispensées avec succès dans les pays bénéficiaires : Gouvernance des Systèmes de Sécurité Sanitaire des Aliments ; Renforcement des Systèmes de Sécurité Sanitaire des Aliments ; Organisation des contrôles officiels ; Organisation et méthodologie de l'évaluation du risque sanitaire ; Réalisation des contrôles officiels ; Management des laboratoires ; Organisation et accréditation des laboratoires ; Systèmes de management de la sécurité sanitaire en entreprise ; Communication sur les risques.

Globalement, depuis le début du Programme, **5707 bénéficiaires (secteurs publics et privés, laboratoires compris) ont participé aux activités de formation.**



Les activités de formation et d'assistance technique d'EDES s'appuient sur des compétences locales

- Les activités de formation et d'assistance technique d'EDES s'appuient sur des compétences locales, de consultants ACP et d'organismes d'appui. Depuis le début du Programme, **452 experts ACP ont suivi une formation** : formation de formateurs, formation ISO17020, formation GSAC et formation Analyse d'un Système de Sécurité Sanitaire des Aliments.
- 166 memoranda de formation ont été signés avec des experts ACP pour le renforcement de leurs capacités individuelles, notamment par des formations dispensées par le Programme. Ces personnes constituent et pourront constituer un vivier d'experts favorisant la pérennité des activités d'EDES.
- **9 Guides d'Animations pédagogiques relatifs à chacun des Packages thématiques destinés aux formateurs ACP ont été réalisés en français et en anglais.**
- 2 Guides du Formateur et des boîtes à outils pour les secteurs du Cacao et du Café à utiliser lors d'« ateliers de formation sur le terrain » ont été testés et complétés et les travaux préparatoires pour la formation des artisans pêcheurs et des pêcheurs industriels ont débuté.
- **Le staff de 9 associations de petits producteurs, dans quatre pays, a été formé à l'animation de séquences de vulgarisations**, filières Cacao (Ghana, Cameroun et Côte d'Ivoire) et Fruits/Légumes (République dominicaine, Burkina Faso), Poisson (Sénégal).
- Un Guide d'animation pédagogique (français, anglais) sur le Cacao a été finalisé. La formation des formateurs pour la vulgarisation auprès des petits producteurs prévue en 2014 pourra ainsi s'appuyer sur ces nouveaux outils ; la rédaction du Guide d'animation pédagogique sur le Café est achevée et une phase de test de terrain est programmée. L'élaboration des animations pédagogiques sur la Pêche est en cours.
- Par ailleurs, le Programme EDES est intervenu dans le secteur des Fruits et Légumes en synergie avec le Programme PIP, en centrant son intervention sur les intervenants publics et les activités de transformation.
- Dans le cadre des relations établies par le Programme, des collaborations sont établies notamment avec : les Délégations de l'Union européenne ; International Cocoa Organization (ICCO) ; Standard & Trade Development Facility (STDF) ; des programmes nationaux de la Banque Mondiale ; la FAO ; l'OAV ; l'ONUDI, l'OIE, AU-IBAR, l'OMS, COI (Commission de l'Océan Indien), l'IICA (Institut interaméricain de Coopération pour l'Agriculture) ou encore Better Training for Safer Food (BTSF) (en anglais).





ORIENTATIONS 2014 (PROGRAMME EDES)

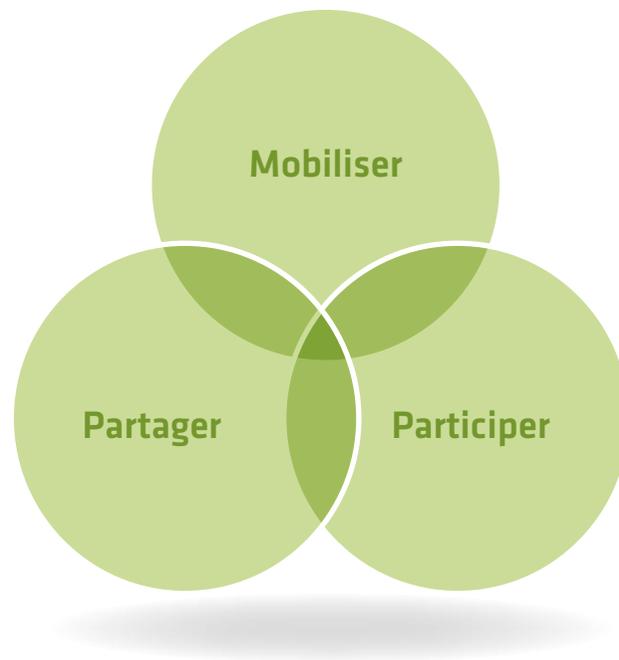
- Signature des protocoles d'entente (MOU) et des Plans d'actions spécifiques (MOA) encore en suspens
- Accélération du rythme d'exécution afin de terminer toutes les activités planifiées et/ou en cours d'exécution et de finaliser les engagements
- Dynamisation de la collaboration avec les partenaires du consortium pour augmenter leur implication dans la mise en œuvre du projet
- Priorité donnée à trois secteurs stratégiques : laboratoires, évaluation du risque, contrôles officiels

PAEPARD

PAEPARD
(Plateforme pour des Partenariats Afrique-Europe en Recherche Agricole pour le Développement)

En 2013, dernière année du programme, le COLEACP a poursuivi la mise en place du processus en 6 étapes (Processus Guidé par les Utilisateurs – PGU). Trois étapes avaient été réalisées à fin 2012 et en 2013, le COLEACP a mis en œuvre deux autres étapes : l’Atelier Régional pour définir des propositions de recherches et la réalisation des notes conceptuelles autour de sous-thématiques.

Dans cette quatrième année du programme, les activités se sont centrées sur la mobilisation des acteurs européens et le processus de formation de partenariats.



Partenariats

Mobilisation de partenaires UE (ADG : ONG belge, Food biobased Research Institute de Wageningen University Research Institute : institut de recherche néerlandais) dans le cadre du PGU COLEACP.

UNE COLLABORATION EN RECHERCHE AGRICOLE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

- Mobilisation des chercheurs et non chercheurs en Europe pour une collaboration en Recherche agricole pour le Développement.
- La Déléguée Générale du COLEACP a poursuivi ses activités en tant que présidente d’EFARD (European Forum for Agricultural Research for Development) : rencontre du président du Comité pour l’Agriculture du Parlement Européen, du représentant de l’organisation européenne des agriculteurs (COPA-CO-GECA) (Comité des organisations professionnelles agricoles - Confédération Générale des Coopératives Agricoles de l’Union européenne) afin de promouvoir à travers dans le cadre d’une Plateforme multi-acteurs de type PAEPARD l’orientation des fonds de la Recherche vers le développement des résultats de la recherche au profit de l’agriculture dans le cadre du Programme Horizon 2020 de l’UE. La Déléguée Générale arrivant en fin de mandat, la présidence a été confiée à l’Université de Wageningen, lors de réunion du Comité de pilotage.
- Participation en janvier à l’atelier régional du PGU PROPAC à Brazzaville sur le thème de la problématique du maraîchage périurbain en Afrique Centrale avec trois sous-thématiques (la gestion de l’eau, le foncier, la fertilisation des sols). Cette participation a permis à l’Organisation Professionnelle des producteurs de République Démocratique du Congo (CNOP RDC/Concertation nationale des organisations paysannes et producteurs agricoles) de bénéficier d’un appui technique par le COLEACP au cours de l’année.



Partenariats pour l'innovation et la Recherche pour le Développement entre l'Afrique et l'Europe

Atelier Régional de Dakar

Supervision des études documentaires complémentaires menées en Europe par Food Biobased Research Institute du WUR (Pays-Bas) (état de la recherche européenne sur l'utilisation de la mangue en cosmétique, alimentation animale, énergie/compost) et au Burkina Faso (ACFED) sur la faisabilité économique de projets de transformation de la mangue dans ses sous-thématiques (janvier à mars)

Supervision et coordination du travail de préparation de l'atelier régional de Dakar (janvier à mars) avec les Facilitateurs d'Innovation Agricoles (BNA et Sak Saveurs)

Organisation et coordination de l'Atelier Régional de Dakar (50 participants) : validation des études documents, définition des résultats de la recherche et des sous-thématiques

Mise en place du Comité de montage des propositions de recherche.

Notes conceptuelles :

Coordination et supervision de la réalisation de deux notes conceptuelles dans le cadre de groupes de travail pilotés par BNA et Cabinet Sak Saveurs.

Autres activités

Atelier parallèle du PAEPARD à la Semaine de la Science du FARA en juillet : promotion du PGU COLEACP auprès d'institutions internationales, instituts de recherches, bailleurs de fonds et opérateurs privés.

Atelier de Capitalisation des FIA (facilitateurs d'Innovation Agricoles) à Entebbe (Septembre) : produire des recommandations pour l'atelier de Capitalisation du PAEPARD 2 de Nairobi (novembre).

Atelier de Capitalisation de Nairobi et au Comité de Gestion du PAEPARD 2 pour la préparation des activités et budget du programme étendu (novembre).

Comité de Gestion du PAEPARD à Tervuren (février 2013).

Suivi des activités de contrôle de l'année 4 et de la mise en place du PAEPARD 2 étendu (décembre 2013 à avril 2014).



Activités PAEPARD pour 2014

Soumission des notes conceptuelles au fonds incitatifs par les trois consortia.

Organisation d'un atelier de démarrage (août/septembre en Côte d'Ivoire).

Activités de soutien des consortia des PGU et Call et 1 et 2 : Identification d'appels à financement de propositions de recherche par des bailleurs de fonds (nationaux, internationaux) ; identification et mobilisation d'autres partenaires.

4

AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN A LA COMPÉTITIVITÉ ET A LA DURABILITÉ DES FILIÈRES HORTICOLES ACP

“Un des rôles importants du COLEACP est de favoriser l'intégration des petits producteurs dans la chaîne d'approvisionnement des réseaux de distribution locaux et régionaux, qui élaborent leurs propres normes de qualité.”

Programme et Charte de durabilité

Le COLEACP a défini un « Sustainability Support Programme » qui a pour objectif de soutenir les entreprises et les organisations qui décident volontairement de s'engager dans la voie du développement durable et inclusif. Ce programme d'appui technique et de formations devrait guider progressivement ses bénéficiaires dans le développement de leur responsabilité sociétale, jusqu'à souscrire aux engagements d'une charte éthique. Cette « Charte de durabilité » s'articule autour de 7 principes clés.

• Observer les règles

L'entreprise ou l'organisation reste scrupuleusement dans la légalité. Elle ne se contente pas de respecter la loi nationale et les règlements spécifiques aux entreprises, mais lutte activement contre les abus, comme la corruption et les spoliations immobilières.

• Faire preuve d'engagement civique

L'entreprise doit s'impliquer dans la communauté locale, être à son écoute, travailler pour son bien-être et, en cas de besoin, lui apporter son aide. Cet engagement citoyen doit se retrouver dans ses principes de gouvernance.

• Respecter les partenaires

L'entreprise ou l'organisation doit construire avec ses clients, ses fournisseurs, ses partenaires, ses investisseurs et même ses concurrents des relations basées sur le respect et la transparence. Cela implique, entre autres, des délais de paiement raisonnables, un traitement systématique des plaintes, une information régulière, etc.



• Être un bon employeur

L'entreprise ou l'organisation doit assurer des conditions de travail décentes, tant pour ses travailleurs que pour les petits producteurs qui travaillent pour elle. Cela passe par le respect des réglementations de l'Organisation internationale du travail (OIT), mais également par la mise en place d'un environnement de travail agréable et respectueux, par la mise à disposition de matériel et de formations adéquats et par l'établissement de contrats de collaboration détaillés.

• Protéger l'environnement

L'entreprise ou l'organisation doit minimiser son impact sur les ressources naturelles, sur la biodiversité et sur les écosystèmes. Cela implique, entre autres, d'évaluer systématiquement cet impact (particulièrement pour la mise en valeur de nouvelles terres) et de faire les efforts nécessaires pour le réduire. Cela implique de soutenir les initiatives de conservation du milieu naturel et de respecter les zones protégées.

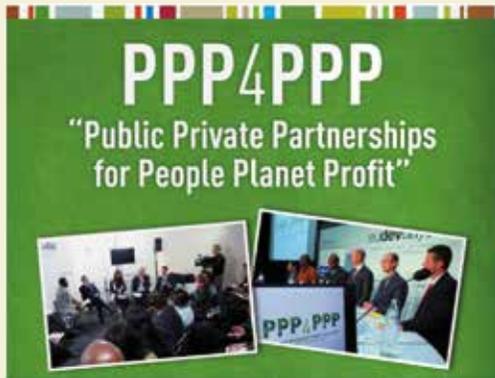


- **Assurer une production de haute qualité**

L'entreprise ou l'organisation garantit des produits sûrs, sains et de haute qualité. Elle respecte en cela les réglementations sur la sécurité des aliments et non alimentaire, l'hygiène, le commerce et les résidus de pesticides, mais veille également à satisfaire les exigences particulières des clients en ces matières (normes, certifications, etc.), à assurer une bonne traçabilité et à éviter les gaspillages et les pertes d'après-récolte.

- **Suivre les meilleures pratiques agricoles**

L'entreprise ou l'organisation applique les meilleures pratiques agricoles, nourries par les connaissances agronomiques les plus actuelles. Cela signifie : faire des choix éclairés en matière de variétés et de techniques et s'assurer que ces lumières profitent aux petits producteurs ; utiliser les systèmes les plus appropriés et durables en matière d'énergie, de fertilisation et de protection des cultures ; assurer un usage sécurisé des substances dangereuses (pesticides et carburants) et éviter l'incinération, tant pour éliminer les déchets que pour défricher.



Le COLEACP a lancé en 2013 une initiative intitulée PPP4PPP « Partenariat Public-Privé pour la Population, la Planète, le Profit », qui a été relayée par l'ensemble du secteur horticole UE-ACP et a été signée par environ 350 représentants des institutions publiques, d'organisations internationales, de petits producteurs, de PME, de multinationales, d'universitaires, et de la société civile. Alors que la cérémonie de signature initiale a eu lieu à Bruxelles en novembre 2013 lors des Journées européennes du Développement, la Déclaration a ensuite été reprise par les acteurs régionaux et deux cérémonies de signature ont eu lieu depuis lors à Dakar (Sénégal) et Rome (Italie).

DÉCLARATION :

Nous, représentants du secteur privé, et plus particulièrement du secteur agroalimentaire, réunis à l'occasion des Journées européennes du développement 2013, après avoir analysé les récentes déclarations et engagements pris dans le cadre du G8, de l'Organisation des nations unies (ONU), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), déclarons :

- réitérer nos engagements à soutenir les efforts de développement soutenus par la Commission européenne en vue de l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;
- appuyer pleinement l'esprit et les objectifs des communications de la Commission européenne « Un programme pour le changement » (2011) et « Une vie décente pour tous » (2013) ;
- nous engager à étendre notre responsabilité sociale d'entreprise (RSE), en mettant à profit les capacités / les forces liées à notre activité principale, les chaînes de valeur et les partenariats innovants en vue d'atteindre les OMD, en particulier sur les points suivants :

- une croissance durable et inclusive, visant à éliminer la pauvreté, à protéger l'environnement et à donner un avenir aux jeunes ;
- le recours aux pratiques agricoles durables et aux nouvelles technologies à faibles émissions de carbone ;

- la mise en place d'un cadre solide pour les objectifs de développement durable (ODD) dans lequel les partenariats public-privé (PPP) occupent une position centrale.

Nous nous engageons à :

- établir un dialogue actif, qui nous permettra d'instaurer la confiance et de définir ensemble des objectifs communs ;
- développer des mécanismes pour faciliter les partenariats qui nous permettront de réaliser ces objectifs.

Avec la Commission européenne, les pays partenaires, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de développement, nous travaillerons à créer une plateforme structurée de partenariats, que nous lancerons formellement à l'occasion du 4ème Sommet Union européenne-Afrique, en avril 2014.

Nous mettrons nos forces respectives et nos initiatives de développement au profit de l'essor de ce partenariat.

Nous chercherons à obtenir des résultats concrets et mesurables en soutenant la croissance, la création d'emplois, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'adaptation au changement climatique et la santé.

Présence institutionnelle

Le COLEACP a participé à de multiples d'activités (forum, séminaire, conférence, etc) dans la cadre des projets. Il s'est aussi activement impliqué dans un certain nombre d'événements clé pour le secteur horticole (Fruit Logistica à Berlin) et pour les politiques publiques et les politiques de développement qui ont une incidence sur le fonctionnement du secteur (Journées européennes du Développement en octobre 2013).

Fin 2013 et début 2014, le COLEACP a été activement impliqué dans l'organisation du Europa Africa Business Forum (31 mars -1^{er} avril 2014), qui s'est tenu en amont du Sommet Europe Afrique de Bruxelles (2-3 avril 2014). Le COLEACP a notamment co-organisé avec la DG Agriculture de la Commission européenne la session consacrée à l'agriculture ainsi qu'une table ronde sur l'innovation au service du développement agricole.

Partenariats et collaboration

Le COLEACP a continué à promouvoir une collaboration institutionnelle étroite avec les représentants ACP (Secrétariat ACP, Ambassades) et, de manière plus générale, avec tous les acteurs publics et privés des pays ACP. Dans le même esprit, des partenariats, des initiatives et des mécanismes d'échanges ont été mis en place ou renforcés avec une quarantaine d'acteurs (secteur public, secteur privé, centres de recherches, programmes de coopération, organisations internationales).



5

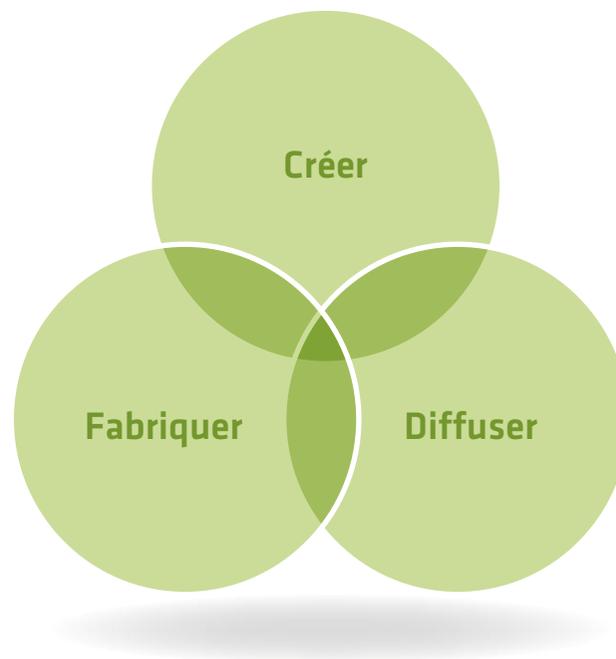
INFORMATION ET COMMUNICATION

L'action du service d'information et de communication du COLEACP a été marquée en 2013 par la montée en puissance de son activité événementielle, au service de la défense des intérêts des producteurs exportateurs ACP sur la scène internationale et du renforcement des capacités du COLEACP. En particulier dans le cadre, de la mise en œuvre de la participation du COLEACP à Fruit Logistica (Berlin, février 2013) et aux Journées Européennes du Développement (Bruxelles, novembre 2013).



Diffuser les savoir faire

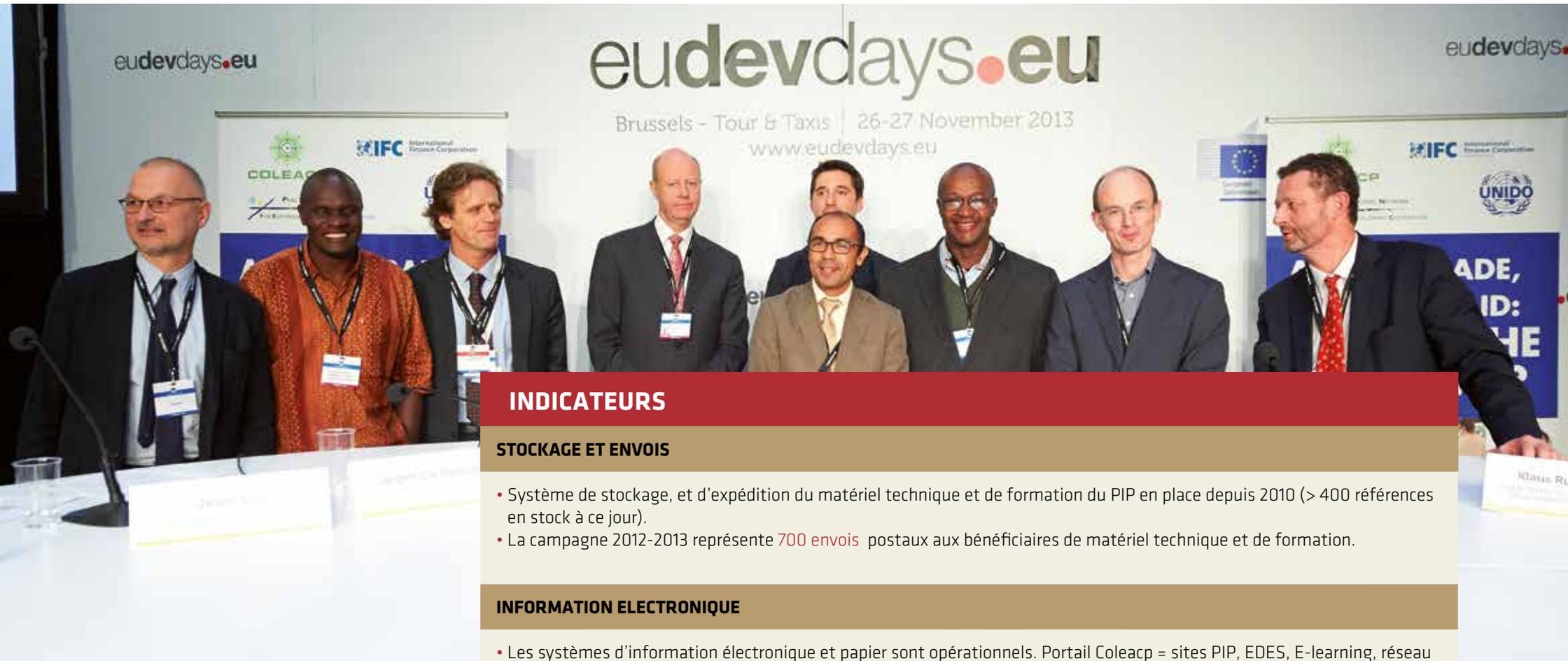
Les activités plus traditionnelles telle que la production et la diffusion d'informations éditoriales et techniques ont été également assurées sur la période. Le système de production, de stockage et d'expédition du PIP est opérationnel et répond régulièrement aux demandes et aux besoins du PIP, d'EDES et des bénéficiaires. La composante a ainsi contribué en 2013 à ce que les bénéficiaires ACP, les opérateurs (privés) et les services publics compétents ACP soient informés sur l'évolution des exigences réglementaires et commerciales européennes ainsi que sur les moyens d'y faire face.



Promouvoir et défendre les ACP

En ACP et dans l'Union européenne sur la période, la composante a veillé à ce que la presse soit associée à la diffusion de l'information sur le COLEACP et ses programmes et en particulier sur ses nouvelles thématiques d'interventions. Il y a eu ainsi des retombées régulières dans la presse.

Ce travail de communication associé à l'activité événementielle et audiovisuelle intense de 2013 et à l'approche personnalisée des prescripteurs de normes sur le marché des fruits et légumes conduite par la composante accès au marché ont permis que les prescripteurs d'opinion européens soient sensibilisés sur l'importance de l'horticulture dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que sur la nécessité d'une adaptation des normes qui conditionnent l'accès au marché européen pour les produits horticoles ACP.



INDICATEURS

STOCKAGE ET ENVOIS

- Système de stockage, et d'expédition du matériel technique et de formation du PIP en place depuis 2010 (> 400 références en stock à ce jour).
- La campagne 2012-2013 représente **700 envois** postaux aux bénéficiaires de matériel technique et de formation.

INFORMATION ELECTRONIQUE

- Les systèmes d'information électronique et papier sont opérationnels. Portail Coleacp = sites PIP, EDES, E-learning, réseau PLANET, Mango... INFO FLASHS & NEWS
- L'évaluation a mis-parcours du PIP phase 2 (Oct 2013) a fait part d'un très bon indice de satisfaction des opérateurs.
- Le rythme de demandes des opérateurs est resté régulier sur la période. Voir activités des composantes 2 et 3 et de la Cellule formation
- Site Internet du PIP : **10 000 visiteurs uniques**. Plateforme de e-learning : **900 utilisateurs (400 nouveaux en 2013)**. Site Planet : 750 membres, 3 000 visiteurs uniques. Facebook : 2 300 amis.

ÉVÉNEMENTS & MEDIA

- Plus de **20** événements B-to-B sur 2013
- **14** événements media.



coleacp.org

Evénements marquants pour l'année 2013



Fruit Logistica - Fév 2013



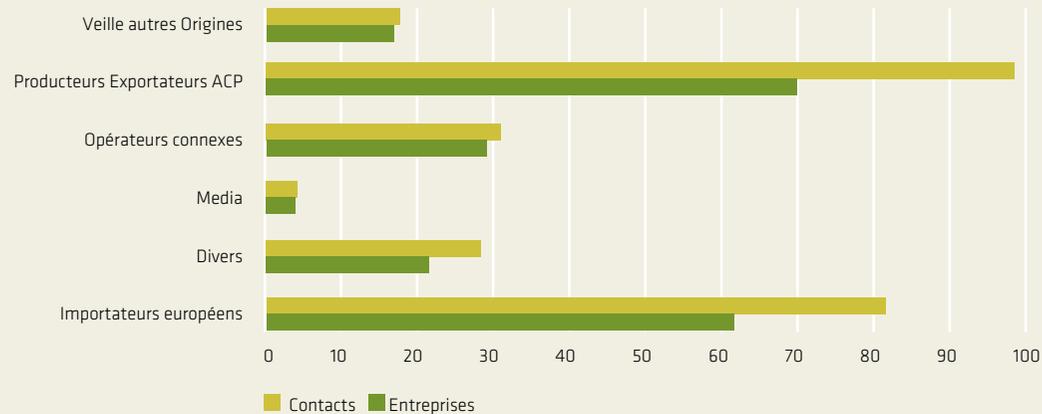
1 000 ème plan d'actions PIP - Mai 2013



JED-Nov 2013-> EABF 2014



Nombre de contacts FL 2013



Innover pour contribuer au renforcement des capacités du COLEACP

Des activités plus récentes liées aux stratégies de communication interne et externe du COLEACP ont par ailleurs été conçues et mises en œuvre par la composante en 2013 (réseau social professionnel Planet, nouveau magazine Horizons, développement de la communication sur les media sociaux, nouveau portail Internet COLEACP, etc.). Ces dernières sont étroitement liées au renforcement durable des capacités du COLEACP ainsi qu'à la mise en cohérence des actions de l'association et de ses deux programmes (PIP et EDES).

La composante Infocom a continué en 2013 à favoriser l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement telles que :

- la diffusion d'informations par voie numérique (audio-visuels, site Internet, e-mailings, e-learning, teleconférence...);
- l'impression sur papier recyclé selon des technologies écologiques (ex : encres végétales, impression sous label FSC).



Programmé en 2014 (INFOCOM)		
ÉVÉNEMENTS / RP	EU : FRUIT LOGISTICA, EU Africa Business Forum, Gala ACP...	COLEACP Manager's Days en ACP
SIE	NOUVEAU PORTAIL INTERNET COLEACP	www.coleacp.org
PRODUCTION & DIFFUSION	200 nouvelles références EDES	Campagne 250, bénéficiaires PIP
VIE ASSOCIATIVE	SERVICES, ANNUAIRES MEMBRES	business.coleacp.org
NETWORKING	Small Farmers Big Business, partenariats IT	Orange, INRA, CTA

6

PERSPECTIVES

Mise en perspective du travail réalisé par le COLEACP sur les 15 dernières années

Le rapport fournit un instantané du travail réalisé par le COLEACP en 2013. Il est néanmoins important de replacer ce travail dans un contexte plus large, puisque le COLEACP est engagé dans un processus de soutien à long terme du secteur horticole ACP qui va au-delà de la logique de projet. Les résultats de l'année écoulée s'ajoutent donc à ceux des années antérieures de telle manière que le volume d'activités et les résultats du COLEACP au cours des 15 dernières années atteint un volume véritablement significatif et concerne une masse critique importante du secteur horticole ACP.

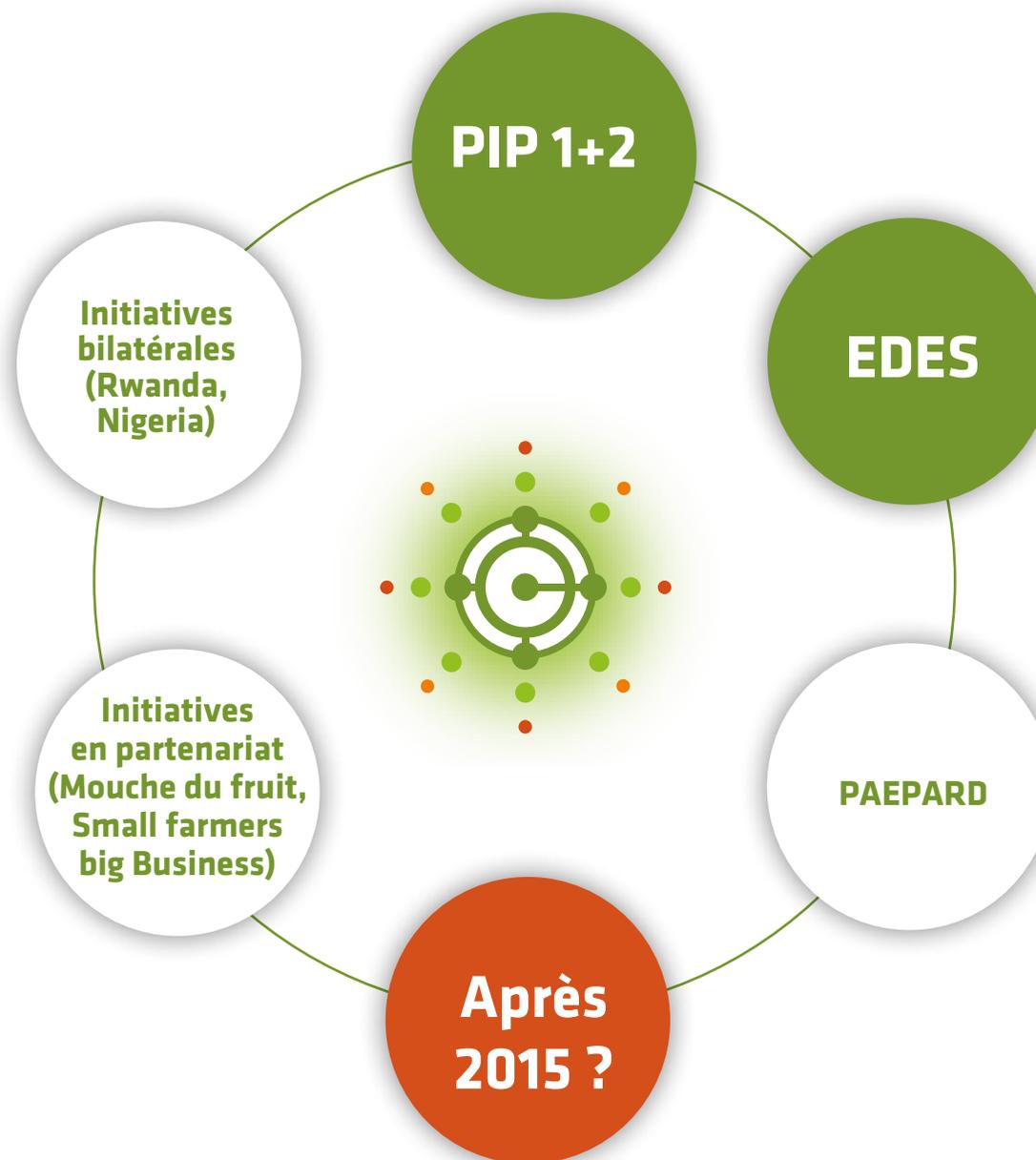


Priorités pour 2014 et au-delà

Depuis plusieurs années, le positionnement du COLEACP est basé sur les principes suivants :

- Utiliser l'horticulture d'exportation comme facteur de **modernisation de l'agriculture africaine** ;
- Développer la **qualité des aliments** et améliorer la maîtrise de la qualité pour les marchés locaux ;
- Etendre le savoir-faire de l'horticulture à d'autres filières importantes telles que café, cacao, thé, agriculture vivrière ;
- S'intéresser à **l'agro-industrie de transformation** ;
- Aborder des filières au niveau national en accord avec ces principes et développer des logiques d'intervention intégrales ;
- Dans ce contexte et comme fil conducteur de toutes les actions, favoriser **l'intégration des petits producteurs aux chaînes de valeur**.

Les orientations du COLEACP pour le court et le moyen terme s'inscrivent dans cette logique.



Orientations pour 2014, au niveau du COLEACP :

- Finalisation et envoi des fiches pays PIP/EDES
- Durabilité : renforcement du positionnement du COLEACP ;
- Renforcement de la présence institutionnelle du COLEACP et de sa participation au dialogue concernant l'avenir du secteur horticole ACP (Fruit Logistica, Sommet Europe-Afrique, World Economic Forum, etc) ;
- Développement de partenariats (complémentarité avec les activités du COLEACP, possibilités de nouveaux financements, etc) ;
- Consolidation des activités PIP et EDES.





HIGH PRODUCTION AND YIELDS
 SPECIALIZED PRODUCTION TECHNOLOGIES
 ECONOMIC PRODUCTION
 TECHNICAL ASSISTANCE
 MARKET ACCESS
 NETWORKING
 PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP
 RESEARCH AND DEVELOPMENT
 INFORMATION & COMMUNICATION
 PEOPLE (HUMAN CAPITAL)



COLEACP
40 YEARS WORKING FOR DEVELOPMENT



COLEACP: 40 YEARS WORKING FOR DEVELOPMENT

- ▶ MARKET ACCESS
- ▶ TECHNICAL ASSISTANCE
- ▶ TRAINING
- ▶ RESEARCH AND DEVELOPMENT
- ▶ NETWORKING
- ▶ INFORMATION & COMMUNICATION
- ▶ PUBLIC RELATIONS


COLEACP Rue du Tonin, 100 | B-1050 Brussels | Belgium
 Tel. +32 (0)2 518 10 10 | Fax. +32 (0)2 518 10 22
 E-mail: info@coleacp.org | Web: www.coleacp.org


7

MINI FICHES PAYS

Le COLEACP est actif dans 50 pays ACP. Sont repris ci-après pour les principaux pays les chiffres clés représentatifs des activités des programmes PIP et EDES.



BÉNIN



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	49
Montant total des projets	493.910€
Nombre de sessions de formation	16
Nombre de participants	257
Nombre de petits producteurs appuyés*	3.291
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	1.315.089€

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

BOTSWANA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	7
Montant total des projets	877.224€
Nombre de sessions de formation	5
Nombre de participants	94
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Viande

BURKINA FASO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	94
Montant total des projets	1.857.596€
Nombre de sessions de formation	85
Nombre de participants	1.353
Nombre de petits producteurs appuyés*	28.160
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	10.765.574€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, Haricots

BURUNDI



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	4
Montant total des projets	100.183€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	10
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, Haricots

CAMEROUN



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	96
Montant total des projets	2.472.852€
Nombre de sessions de formation	55
Nombre de participants	886
Nombre de petits producteurs appuyés*	1.217
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	3.954.432€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, Cacao, Ananas

CÔTE D'IVOIRE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	141
Montant total des projets	3.175.241€
Nombre de sessions de formation	140
Nombre de participants	1.614
Nombre de petits producteurs appuyés*	5.385
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	92.094.456€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Noix de coco, Mangue, Cacao

* appui direct

ETHIOPIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	32
Montant total des projets	1.731.078€
Nombre de sessions de formation	14
Nombre de participants	208
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	12.532.000€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Tomate, poisson, aromates, fruit de la passion

GAMBIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	6
Montant total des projets	108.000€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	21
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

GHANA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	88
Montant total des projets	2.168.449€
Nombre de sessions de formation	75
Nombre de participants	910
Nombre de petits producteurs appuyés*	882
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	14.000.162€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, mangue, cacao

GUINÉE (Conakry)



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	9
Montant total des projets	68.700€
Nombre de sessions de formation	7
Nombre de participants	33
Nombre de petits producteurs appuyés*	221
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	260.220€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangue, poisson

JAMAÏQUE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	29
Montant total des projets	409.960€
Nombre de sessions de formation	14
Nombre de participants	90
Nombre de petits producteurs appuyés*	149
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	2.650.287€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Produits issus de l'agro-industrie

KENYA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	251
Montant total des projets	7.397.742€
Nombre de sessions de formation	55
Nombre de participants	886
Nombre de petits producteurs appuyés*	1.217
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	3.954.432€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Haricot, pois, légumes asiatiques, mini légumes, piment, mangue, fruit de la passion, avocat, poisson

MADAGASCAR



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	66
Montant total des projets	1.179.254€
Nombre de sessions de formation	52
Nombre de participants	554
Nombre de petits producteurs appuyés*	12.229
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	18.055.646€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Litchi, haricots, cacao, miel, produits halieutiques

MALI



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	61
Montant total des projets	1.370.921€
Nombre de sessions de formation	55
Nombre de participants	777
Nombre de petits producteurs appuyés*	11.150
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	2.533.000€

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Mangué

MAURICE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	17
Montant total des projets	1.890.666€
Nombre de sessions de formation	6
Nombre de participants	124
Nombre de petits producteurs appuyés*	73
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	650.125€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, miel, poulet

MAURITANIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	11
Montant total des projets	358.161€
Nombre de sessions de formation	5
Nombre de participants	138
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

MOZAMBIQUE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	6
Montant total des projets	274.663€
Nombre de sessions de formation	15
Nombre de participants	196
Nombre de petits producteurs appuyés*	93
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	5.292.000€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mini maïs, piments, haricots

NIGERIA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	19
Montant total des projets	350.000€
Nombre de sessions de formation	4
Nombre de participants	22
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

UGANDA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	121
Montant total des projets	2.266.634€
Nombre de sessions de formation	221
Nombre de participants	3.636
Nombre de petits producteurs appuyés*	5.268
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	9.061.508€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, piments, poisson, café

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	5
Montant total des projets	215.263€
Nombre de sessions de formation	3
Nombre de participants	46
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, cacao, poisson

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	8
Montant total des projets	49.100€
Nombre de sessions de formation	3
Nombre de participants	7
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	49
Montant total des projets	1.461.282€
Nombre de sessions de formation	28
Nombre de participants	710
Nombre de petits producteurs appuyés*	6.018
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	57.171.566€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Légumes asiatiques, ananas, mangue, avocat

RWANDA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	10
Montant total des projets	276.200€
Nombre de sessions de formation	5
Nombre de participants	34
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

SAINTE-LUCIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	52.664€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

SÉNÉGAL



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	113
Montant total des projets	3.254.925€
Nombre de sessions de formation	125
Nombre de participants	1.533
Nombre de petits producteurs appuyés*	30.121
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	30.109.073€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, tomates, haricots, pastèques, produits halieutiques

SURINAME



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	12
Montant total des projets	296.582€
Nombre de sessions de formation	3
Nombre de participants	56
Nombre de petits producteurs appuyés*	-
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	-

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Piments, bacowen, awara, knippa, sopr, boul, antroew, oker, poisson

TANZANIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	34
Montant total des projets	1.418.177€
Nombre de sessions de formation	36
Nombre de participants	589
Nombre de petits producteurs appuyés*	4.145
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	4.985.115

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

TOGO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	14
Montant total des projets	96.461€
Nombre de sessions de formation	8
Nombre de participants	115
Nombre de petits producteurs appuyés*	693
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	1.170.000€

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

ZAMBIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	24
Montant total des projets	1.316.764€
Nombre de sessions de formation	41
Nombre de participants	495
Nombre de petits producteurs appuyés*	134
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	7.947.866€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricots, mini maïs, mini carottes, brocoli, piments, oignons

ZIMBABWE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	17
Montant total des projets	281.750€
Nombre de sessions de formation	30
Nombre de participants	74
Nombre de petits producteurs appuyés*	1.889
Les entreprises appuyées par le COLEACP génèrent un chiffre d'affaires cumulé de	7.566.080€

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricots, mini maïs, mini carottes, brocoli, piments, oignons

7

TÉMOIGNAGES



« This workshop will contribute immensely that all stakeholders in the food supply chain are well informed, closely linked and highly responsive to local and international market requirements and demands ».

Dr. Vele Pat Ila'ava, Acting Agriculture and livestock Department Secretary, Papua New Guinea, training on risk communication in food safety systems

« La documentation, la méthodologie utilisée sont très efficaces. Félicitations à EDES pour le choix des formateurs et les informations pertinentes que nous avons reçues »

Arona Bodian, Chef division défense des cultures. Senegal, Introduction à la méthodologie de l'évaluation des Risques Sanitaires en Production de Mangues

“I would like to express my gratitude for the high level of professionalism and knowledge exhibited by the EDES facilitators. We are very much looking forward to the next activities organized by EDES to help us to put an efficient National Food Safety System in place in Botswana ».

Jacinta Sibiya, Chief Health Officer, Nutrition and Food Control Division (Botswana), Strengthening of Food Safety Systems and Governance training session



“The overall objective of the EDES training is noble and I am looking forward to continuous improvement of my training skills and implementation of the entire programme in Food Safety. The training is very effective and the methods quite effective. The main aspect of public-private partnerships in implementing official controls was well articulated in this session thanks to the trainers. Thank you for this wonderful opportunity”.

Catherine Kunyanga, Lecturer from University of Nairobi (Kenya), Training of Trainers on organisation of official controls in the Food Safety System, Implementation of Official Controls and the organisation and Methodology of Risk Assessment



« Cet atelier arrive à point nommé dans ma profession. Nous remercions EDES pour cette opportunité car nous pouvons contribuer à l'encadrement et à l'amélioration de la qualité du cacao cultivé par nos coopératives et producteurs ».

Narcisse Nguete Billy, Conseiller Agricole, Appui aux opérateurs dans la mise au marché des produits Cacao et Café, Bonanjo, Douala (Cameroun), Formation des Formateurs

“Thanks for this timely training on official controls. Very satisfactory training in new technologies in the unsafe rapid test kits especially in microbiology. Participation and interaction between participants was wonderful and it offered opportunity for competent authorities to appreciate the need to have well defined activities in order to avoid overlapping and wastage of energy and resources. Training was insightful and beneficial”.

Dr Basiru Boi Kikimoto, Veterinary Services Accra (Ghana), training session on Organisation and Planning of Official Controls

“Excellent presentations by facilitators with appropriate materials tailored to our level of knowledge. Excellent logistics management. Length of training should be increased, we need more of this quality. Thank you and well done to the EDES Training organizers.”

Florida Tumbu, Head of analysis of Food and Drugs Laboratory, Government Chemist Laboratory Agency (Tanzania), training session on Organisation and Accreditation of Laboratories

I am very grateful for what I have benefited from this training. I have learnt a lot that will assist my work. Thank you so much.

Yinka Adesola, consultant, Nigeria Formation de Formateurs Nigeria - 2014

“On behalf of Kandia, I would like to take this opportunity to thank PIP for the support in ensuring success for the training sessions we attended. Our gratitude also goes to trainer Tom Oboko for the commendable service delivered”.

Humphrey (Kandia kenya), Formation OHS

J'ai eu une séance de travail avec le réseau et ils ont à l'unanimité marqué leur satisfaction sur la formation, pour les modules qui ont été

présentés et pour la manière dont le formateur a organisé les cours. Il s'agit là d'un gain pour les membres du réseau.

Le réseau à travers ma personne se réjouit de la collaboration avec le PIP et réitère ses remerciements pour le renforcement de capacité.

Makhfousse Sarr, GIPD (sénégal), Formation Protection des Cultures / Usage sécurisé des pesticides

I can safely say that we achieved our objectives and as we hoped, this training was well received by the staff and its implementation should be fairly easy to carry out.

Furthermore, these trainees have gained enough knowledge and hands-on skills to be able to train the other staff in the coming months. I thank you all at PIP/COLEACP for your support and timely actions in the delivery of this training.

Lionel Bariye, Cyber, training on hygiene - post harvest

La formation a atteint ses objectifs et toute mon équipe a été satisfaite. Il nous reste à la valoriser dans notre travail quotidien.

Jean Marie SOP- Unapac (Cameroun), Formation hygiène

C'est pour moi l'occasion de vous remercier ainsi que la cellule Formation du PIP dans son ensemble pour avoir facilité ma participation à la formation. Merci également aux deux brillants formateurs.

Lanciné TRAORE (Guinée), Formation de Formateurs bactériose - RCI

Permettez-moi de vous remercier du fond du cœur pour la bonne organisation de cette formation que j'estime être très importante pour les producteurs de manguiers.

Tikeng (Cameroun), Formation de Formateurs bactériose - RCI

Merci au PIP de pour cette opportunité de renforcement de nos capacités et surtout à toi pour l'animation dynamique et bien structurée.

Koné Daouda, Phytopathologiste, AES investigation, Formation de Formateurs bactériose - RCI

I would like to take this opportunity, on behalf of Quality Farm Produce to convey our sincere gratitude for all the support you have accorded us throughout the year through the trainings. We have gained not only as individuals but the company as a whole.

Elizabeth, Quality Farm Produce



J'accueille avec beaucoup de satisfaction ma réussite à l'examen certification ISO 9001, en effet, la période d'attente du résultat à été très stressante pour moi, heureusement happy end !!! Je profite de cette occasion pour manifester toute ma reconnaissance à Nursel et Marie José qui m'ont accordé l'opportunité de participer à cette formation, mes remerciements aussi au formateur Vincent pour la transmission des connaissances.

J'en profite pour réitérer à Marie José et Nursel ma volonté à parfaire mon cursus de formation sur les normes ISO en proposant ma candidature à participer à des formations sur les normes ISO 14001 et 22000.

Florent nkouasseu, Formation certifiante ISO 9001

Je me réjouis aujourd'hui d'avoir participé à cette formation, veuillez recevoir en retour, mes vifs remerciements pour vos précieuses contributions dans la réalisation de cette mission.

Merci Vincent car votre capacité de transfert de connaissances restera pour moi un souvenir mémorable.

Seyba Bagayako, Formation certifiante ISO 9001

Tuesday the 21st marked the end of PIP training and building awareness for workers and small farmers through field workshops.

We say thank you so much for being nominated to represent Vegpro group and we strongly believe that as we are in the process of increasing our

base of GLOBAL GAP certified farmers. The timely training and kit provided will be of importance in training the packers and farmers on food safety, Hygiene, Crop Protection and Safe Use of pesticides respectively.

Lillian ACHIENG, Packhouse Supervisor and Festus NKURU, Agronomist, VEGPRO (Kenya), Training and awareness building for workers and small-scale farmers, through Field Training Workshops

Thank you so much for organizing and supporting the Training Needs Assessment Workshop. This is an 'eye opener', Sally and I believe that going forward we will be able to do an effective and cost-effective training to our staff. We had a great time and the trainers Martijn and Francis were fabulous!

Christine SHIKUKU, HR/CSR Manager for the company TAMBUZI (Kenya), formation Training Need Assessment

I take this opportunity to thank you personally and PIP for giving me a chance to attend Training Needs Assessment workshop organized in Kenya last week.

The workshop was very successful and I must say, I gained a lot.

Sammy KIBRIGEN, Packhouse Manager, GREENLANDS (Kenya), Training Need Assessment

I Would like to take this opportunity to thank PIP and the entire organizing team for the concluded collective training on the Training Needs Assessment. A lot was learnt that will propel KANDIA and the entire sector to the higher level as far as equipping the employees with the required training in their area of operations.

Our thanks also go for the trainer Mr. Martijn and Mr. Karanja for their well done job in making sure that the objectives on the training were met.

Humphrey MUHONGO, Quality Assurance Manager, KANDIA FRESH PRODUCE, Training Need Assessment

This is to record Greenlands vote of appreciation for the continued support in capacity building of its staff. We specifically thank the PIP team for the very useful recent training in the "TNA" method held at Thayu Roundvales in Tigonii which was very helpful and very relevant to our production process. It was a real eye opener in the approach and identification of training needs within our company.

Kindly receive our vote of thanks and pass it on to the rest of the PIP team. Keep up the good and supportive work. God bless you all.

Benson NJOROGE, Technical Manager, GREENLANDS, Training Need Assessment

I am quite grateful for the support you are extending to the Kenyan Growers through the PIP trainings. The training on Training Needs Assessment is quite important to me and my organization as going forward I shall be able to conduct a well-structured

and more comprehensive TNA for the employees in my organization as well as to the small holders whom we are supporting as a company.

Jane NDIRANGU, Social Responsibility Liaison Manager, FINLAYS (Kenya), Training Need Assessment

On behalf of QFP group that attended TNA Training at AICAD, I wish to thank you all. For PIP group thank you for considering our company and we hope we will continue working together.

For our trainers thank you for your good job. This training really changed our perspective and we will wholly implement on what we were trained. For our managers, thank you for giving us this chance.

Purity MURAGURI, System Auditor, QUALITY FARM PRODUCE (Kenya), Training Need Assessment

We are very glad to inform you that we had a successful PIP workshop session on "TNA". On behalf of the entire KHE Company Management, I wish to express our heartfelt gratitude to you and the entire PIP program for your kind consideration and resource support which facilitated our participation in this training.

We are confident that this training will be helpful to the entire Company and support the whole process of training needs assessment and plans.

Juliah MNYAMBO, Technical Manager, KENYA HORTICULTURAL EXPORTERS (Kenya), Training Need Assessment



On behalf of the entire team from the Kenyan, Tanzanian and Ethiopian (participants). I take this opportunity as the representative of Nyakisma General Agencies and the entire company to thank you and the training unit, the body which facilitate the workshop, the training was 100% educative on, food safety, good company management and health precaution to everyday life. I wish such workshop should be put in place to remind us of how the world is advancing on hygiene and food safety issues. Thanks.

Vincent John OKWACHI, NYAKISMA GENERAL AGENCIES, HACCP and Risk Assessment training

*Thank you for the Training regarding HACCP and Risk Management it was helpful to us and we learned a lot, in future we would like to attend more Trainings.
Thank you once again*

Susan Wanjiru, Packhouse Supervisor, HOMEFRESH (Kenya), HACCP and Risk Assessment training

I give my sincere thanks to all of you for the trainings. The staff and the management of Phyma Fresh Produce Ltd appreciate all that you have done to us regarding the past and other trainings that are on the way. Thanks for making this happen.

Stephen KIARIE, Technical Manager, PHYMA FRESH (Kenya), Training Need Assessment

The management of Athi farm exporters Ltd. would like to take this opportunity to appreciate and thank the entire PIP/COLEACP fraternity for according our staff the opportunity to be trained on Risk assessment/ HACCP and Internal auditing. This has placed the company in a better place as we anticipate to put systems in place to implement the Global Standard on Food Safety for certification. We hope we will be considered for such trainings in future. Thanks and God bless PIP/COLEACP to continue offering this support to all who require it for improved food safety awareness.

Bernard MUSAU, Company Agronomist, ATHI FARM EXPORTERS LTD (Kenya), Training Need Assessment

*On behalf of the Azuri Health team that attended the PIP collective training in Kenya on Internal Audit, I would like to thank you for the invitation to the training.
The training will go a long way in adding to Azuri Health's knowledge and skill resources and to the value of our products and organization.*

Brian APANJA, Procurement Manager & Quality Controller, AZURI HEALTH (Kenya), Training Need Assessment

*May I take this opportunity to thank PIP/COLEACP on behalf of FOUR A and myself, for the training and support being provided.
I can say the internal auditing training given has defiantly changed the way i see things in the farm. It was very important training in fact at the right time for FOUR A .It has also lifted up*



*my knowledge on internal auditing.
Hope we will receive more training and support from PIP/COLEACP which will make FOUR A MORE COMPETENT IN THE EU MARKET.
Thank you very much again PIP/COLEACP.*

Elias OIJIRA, Farm Manager, FOUR A (Ethiopia), Training Need Assessment





To start with, all that went in order is worth recommendations, and thank to the organisers, donors and the whole COLEACP/ PIP team. This is a thank extended from Nyakisma General Agencies as a single participant and on behalf of all the companies who sent their technocrats to the workshop we are throwing our weighty thanks to the organisers specially Vanessa Sieg, Jonathan and John for making the training a success.

The training has changed a lot our future activities. Wish you all prosperity.

Vincent John OKINYO OKWACHI, Production Manager, NYAKISMA GENERAL AGENCIES (Kenya), Training Need Assessment

We as KEITT team and company as whole, take this opportunity to thank you for the opportunity, we got to undertake the internal audits training that was held at AICAD Nairobi from the 16th to 18th.

We had a very productive training and we gained a lot of knowledge and skills for audits that will enable us to internally audit our system and make improvements where necessary. A lot of appreciation to PIP for sponsoring the training, and more so the support that the company has continued to get overtime that

has enabled the company to develop its internal systems, certifications on Globalgap and now the implementation of HACCP.

The trainers, Benjamin and John (who) covered the subject competently and had a good rapport with us the trainees.

Thank you all, and we look forward to being considered for any future trainings.

MBANDI Japheth Muuo, Technical Manager and ODE-GA Nelly Atieno, Packhouse Manager, SABEEN/KEITT EXPORTERS Kenya), Training Need Assessment

I wish to sincerely thank you and your Office for according me the opportunity to be trained on "Internal Audit". I believe the training came at the opportune time as we are preparing to have the small scale growers certified against Global-GAP. I humbly request to be considered in your future trainings .

Once again accept my humble appreciation. Please extend the same to those concerned in funding the trainings

Grace Wanjiku MBUTHIA, Chief Horticultural Officer, HORTICULTURAL CROPS DEVELOPMENT AUTHORITY, Training Need Assessment



COLEACP

